

Recycleur d'automobiles

[www.groupe-gpa.fr](http://www.groupe-gpa.fr)



## **DOSSIER MODIFICATIF N°2**

### **ADAPTATION DU PROJET D'EXTENSION DU CENTRE DE DEPOLLUTION, DE DECONSTRUCTION ET DE RECYCLAGE AUTOMOBILE**

Sur la commune de Livron sur Drôme (26 250)



**Adresse du site projet et du siège social :**

**GEANT PIECES AUTO  
Route Nationale 7  
26 250 LIVRON SUR DROME**

Dossier établi en collaboration avec :



434 rue Etienne Lenoir  
30 900 NIMES





434, rue Etienne Lenoir  
30900 NIMES

☎ : 04.78.56.22.21

Mail : p.gasquet@evolutys.fr

**DOCUMENT :**

**ADAPTATION DU PROJET D'EXTENSION DU CENTRE DE DEPOLLUTION, DE  
DECONSTRUCTION ET DE RECYCLAGE AUTOMOBILE**

**ETABLI A L'ATTENTION DE :**

**GEANT PIECES AUTO**  
Route Nationale 7  
26250 LIVRON SUR DROME

		ETABLI PAR	VALIDE PAR
		P.GASQUET	P.RENAUD
		EVOLUTYS (Gérant)	GPA (Gérant)
1	01/2019		
VERSION	DATE		



## Sommaire

<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>3</b>
-----------------------	----------

<b>DESCRIPTION DES MODIFICATIONS TECHNIQUES PAR RAPPORT AU DOSSIER MODIFICATIF DEPOSE LE 27/04/2017 .....</b>	<b>10</b>
---	-----------

<b>1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS .....</b>	<b>11</b>
<b>2. MODIFICATION DU PERIMETRE.....</b>	<b>11</b>
<b>3. PRESENTATION DU NOUVEAU PROJET.....</b>	<b>15</b>
<b>4. BILAN DES INSTALLATIONS CLASSEES .....</b>	<b>19</b>
4.1. RUBRIQUES CONCERNEES.....	19
4.2. CLASSEMENT DU SITE .....	22
4.3. PRINCIPAUX TEXTES APPLICABLES.....	28
4.4. CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES .....	30

<b>MODIFICATIONS DES REJETS DE L'INSTALLATION – INCIDENCES DES MODIFICATIONS SUR L'OCCUPATION DE L'ESPACE, LA FAUNE, LA FLORE, LE PAYSAGE, LE TRAFIC, LES REJETS D'EFFLUENTS, LE BRUIT... ..</b>	<b>31</b>
--	-----------

<b>5. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>32</b>
<b>6. ANALYSE DES EFFETS DIRECTS ET INDIRECTS DE L'INSTALLATION SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES PRISES POUR EN LIMITER L'IMPACT .....</b>	<b>32</b>
6.1. IMPACT DES REJETS AQUEUX.....	32
6.2. IMPACT DES REJETS ATMOSPHERIQUES.....	34
6.3. IMPACT SUR LE SOL ET LE SOUS-SOL .....	34
6.4. NUISANCES DUES AU BRUIT .....	35
6.5. ETUDE DECHETS.....	35
6.6. TRAFIC ROUTIER .....	35
6.7. IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT NATUREL ET CULTUREL.....	35
6.8. INTEGRATION DANS LE PAYSAGE .....	36
6.9. EVALUATION DES RISQUES SANITAIRES .....	38
6.10. IMPACT SUR LE CLIMAT.....	38
6.11. ETUDE DES EFFETS TEMPORAIRES DE L'INSTALLATION (PHASE CHANTIER).....	39

<b>MODIFICATIONS DES RISQUES INDUSTRIELS.....</b>	<b>40</b>
---	-----------

<b>7. MODIFICATION DES RISQUES INDUSTRIELS SUITE AUX MODIFICATIONS APPORTEES AU PROJET .....</b>	<b>41</b>
7.1. RISQUES LIES AUX INSTALLATIONS .....	41
7.2. RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT HUMAIN.....	47
7.3. RISQUES LIES A L'ENVIRONNEMENT NATUREL .....	47

<b>8. MESURES DE PREVENTION ET DE PROTECTION.....</b>	<b>48</b>
8.1. MESURES VISANT A LIMITER LES RISQUES ET LES EFFETS D'INCENDIE OU D'EXPLOSION .....	48
8.2. MESURES VISANT A LIMITER LES EFFETS DES RISQUES NATURELS ET HUMAINS .....	52
8.3. MESURES VISANT A LIMITER LES RISQUES ET LES EFFETS D'UN DEVERSEMENT ACCIDENTEL.....	54
8.4. MESURES VISANT A LIMITER LES RISQUES LIES A L'ACTIVITE VHU.....	54
8.5. MESURES VISANT A LIMITER LES RISQUES LIES AUX PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES.....	54
8.6. MESURES VISANT A LIMITER LES RISQUES LIES AUX INSTALLATIONS ANNEXES .....	54

<b>DEMANDE D'AMENAGEMENT DE CERTAINES DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE PREFECTORAL N°2017255-0001 DU 12 SEPTEMBRE 2017 .....</b>	<b>55</b>
---	-----------

<b>9. MODIFICATIONS A INTEGRER A L'ARRETE PREFECTORAL.....</b>	<b>56</b>
9.1. ARTICLES A METTRE A JOUR.....	56
9.2. DEMANDES D'AMENAGEMENT .....	56



**PORTER A CONNAISSANCE**  
Projet d'extension du site GPA

Site de Livron-sur-Drôme

**ANNEXES**

**Annexe 1** : Récépissés de dépôt de permis de construire

**Annexe 2** : Etude hydraulique mise à jour

**Annexe 3** : Calcul des garanties financières

**Annexe 4** : Projet de convention de déversement

**Annexe 5** : Simulations Incendie

**Annexe 6** : Compte-rendu de réunion SDIS

**Sous pochette cartonnée**

◇ Plan de masse (1/750<sup>e</sup>)

Dossier réalisé en partenariat entre :

M. Johan RENAUD (GPA) ..... ☎ : 04.75.61.76.46  
M. Philippe Gasquet (EVOLUTYS)..... ☎ : 04.78.56.22.21

## Préambule

La société GPA souhaite adapter son projet d'extension de son centre de dépollution, de déconstruction et de recyclage automobile implanté sur la commune de Livron-sur-Drôme.

La demande d'autorisation d'extension a été présentée le 29 juillet 2016 par la société GPA. L'enquête publique s'est déroulée du 21/11/2016 au 23/12/2016. Par la suite un dossier modificatif a été déposé le 27 avril 2017.

A la suite de l'instruction de ce dossier, le site a été autorisé par l'arrêté préfectoral n°2017255-0001 du 12 septembre 2017.

D'après cet arrêté, le site est soumis à autorisation pour les rubriques suivantes :

- rubrique 2712-1a : Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage,
- rubrique 2713-1 : Installation de transit, regroupement ou tri de métaux,
- rubrique 2718-1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux,
- rubrique 2791-1 : Installation de traitement de déchets non dangereux.

D'autre part, il est soumis à déclaration pour les rubriques suivantes :

- rubrique 4725-2 : emploi ou stockage d'oxygène,
- rubrique 4802-2b : gaz à effet de serre – équipement d'extinction.

Aujourd'hui, les parcelles de la section ZL n°2, 221, 342 et 343 initialement comprises dans le projet de 2016 et supprimées en 2017 du fait de l'absence de maîtrise foncière ont finalement été acquises par GPA et doivent être réinclues dans le périmètre ICPE. A noter que la dénomination et les surfaces des parcelles cadastrales au regard du site ont été modifiées depuis le dernier dossier.

L'emprise du projet désormais prévue est ainsi de 233 694 m<sup>2</sup> contre 217 242 m<sup>2</sup> dans le dossier de 2017, ce qui représente une augmentation de 7,6 %.

D'autre part, des fouilles archéologiques ont été réalisées sur le site dans le cadre des travaux d'aménagement, qui ont mis en évidence un fort potentiel de certaines parcelles. Ces découvertes motivent la réorganisation du site et la mise en place de réserves foncières d'une surface de totale de 20 691,06 m<sup>2</sup>.

Ces évolutions de l'emprise du site amènent d'autres modifications par rapport aux dossiers déposés en juillet 2016 et en avril 2017 :

- Le local existant comprenant des bureaux, locaux techniques, le magasin (ERP) et l'atelier d'entretien et de réparation de véhicules (activité garage automobile) sera conservé contrairement au projet précédent,
- Les modifications suivantes seront apportées au nouveau bâtiment déjà prévu dans les dossiers de juillet 2016 et avril 2017 :
  - Le bâtiment sera décalé à 10 m de ce local pour limiter le risque incendie,
  - Révision de la hauteur au faîtage de 12 à 15 m,
  - Stockage des pièces détachées : rehaussement de la mezzanine de 6 m à 7,5 m, nouvelle répartition des stockages,
  - Suppression du local de charge du nouveau bâtiment : les points de charge seront conservés et répartis dans les locaux,

- Modification de la zone de stockage VHU, extension de la zone de chargement, et création d'une seconde aire de déchargement pour véhicules hors gabarit,
- Modification du projet photovoltaïque,
- Nouvelle configuration des voies de circulation et des accès, en particulier pour les engins de lutte contre l'incendie.

Au final, la surface totale dédiée à l'activité VHU passe de 102 971 m<sup>2</sup> à 106 534 m<sup>2</sup>, ce qui représente une augmentation de 3,5 %.

Les surfaces imperméabilisées seront diminuées de 15,6 % (surface imperméabilisée finale : 138 719 m<sup>2</sup> / surface imperméabilisée avril 2017 : 164 323 m<sup>2</sup>). Une mise à jour de l'étude hydraulique est présentée en **Annexe 2** (cf. chapitre 6.1).

Toutes ces modifications amènent le besoin de redimensionner :

- les bassins de compensation du risque inondation (réduction du bassin au Sud-Ouest et ajout d'un bassin sur les nouvelles parcelles au Nord-Ouest), pour faire suite aux modifications des remblaiements de zones inondables (conformément à l'Art. 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2017),
- les bassins de compensation des zones humides détruites par le projet,
- les moyens de lutte incendie : nouveau calcul des besoins en eau, implantation des poteaux incendie, adaptation des différentes réserves,
- les réseau de collecte des eaux pluviales et les ouvrages de régulation associés seront également adaptés.

Les modifications objets du présent dossier sont susceptibles d'impacter le classement ICPE du site et les prescriptions applicables aux installations. Des évolutions de la nomenclature ICPE ont également modifié les rubriques sous lesquelles les activités sont classées. Les garanties financières seront recalculées pour tenir compte des évolutions.

Des demandes d'aménagements de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2017 sont également prévues.

Le présent dossier a pour but de fournir au Préfet « tous les éléments d'appréciation » liés aux modifications souhaitées pour statuer sur ces évolutions, à savoir :

- une description détaillée des modifications prévues,
- les modifications de la situation administrative (rubriques de classement),
- l'incidence des modifications sur l'occupation de l'espace, la faune, la flore, le paysage, le trafic, le bruit...
- les modifications des rejets de l'installation et des aléas pour les risques industriels,

Le plan de masse actualisé du site est présenté **sous pochette cartonnée**.

A noter qu'un dossier modificatif des permis de construire 02616516L0018 et 02616516L0019 a également été déposé (deux permis de construire concernant le site car deux dossiers ont été déposés à la Commission de Régulation de l'Energie du fait de la répartition des panneaux photovoltaïques sur le site).

En parallèle, une demande d'examen au Cas par Cas sera déposée pour évaluer la nécessité de réaliser une nouvelle étude d'impact.

Les récépissés de demande de modification sont disponibles en **Annexe 1**.



Résumé :

Classement ICPE

**Le classement ICPE du site est susceptible d'être modifié par :**

- **les évolutions des surfaces et des niveaux d'activités objets du présent dossier,**
- **les changements réglementaires apportés à la nomenclature ICPE depuis 2017.**

Les rubriques potentiellement impactées sont :

<b>Rubrique impactée</b>	<b>Volume d'activité 2017</b>	<b>Volume d'activité définitif</b>	<b>Evolutions réglementaires</b>	<b>Impact sur le classement</b>
Rubrique 2712 - Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de VHU	102 971 m <sup>2</sup>	106 534 m <sup>2</sup>	Seuils modifiés	Passage d'autorisation à enregistrement
Rubriques 2713 – Installation de transit, regroupement, tri ou préparation de déchets métalliques	1 050 m <sup>2</sup>	1 200 m <sup>2</sup>	Seuils modifiés	Passage d'autorisation à enregistrement
Rubrique 2910 – Installation de combustion	1,6 MW	0,8 MW	Seuils modifiés	Inchangé (non-classé)
Rubrique 4802 – gaz à effet de serre	450 kg	450 kg	Numéro de rubrique	Inchangé (déclaration)
Rubrique 1510 – Entrepôts couverts de matières combustibles	73 t	73 t (réorganisation des stockages)	-	Inchangé (non-classé)
Rubrique 2925 – Charge d'accumulateurs	35 kW	35 kW (plus de local dédié, activité conservée)	-	Inchangé (non-classé)

Le détail du classement du site au titre de la réglementation ICPE est présenté au chapitre 4.

Rejets et nuisances :

Une attention particulière a été portée sur les différents types d'impacts chroniques présentés par les modifications.

A noter que l'approche a été proportionnée selon l'importance des différents enjeux présentés par les différentes adaptations prévues.

L'évaluation des modifications sur les rejets et nuisances n'induirait pas de changements significatifs pour les raisons suivantes :

- L'environnement naturel reste inchangé par rapport au projet de juillet 2016,
- Aucune évolution de la consommation en eau et des rejets en eaux domestiques et industrielles par rapport au projet de juillet 2016,
- Le principe de gestion des eaux pluviales présenté en avril 2017 est modifié, mais les surfaces imperméabilisées resteront compensées. Une mise à jour de l'étude hydraulique a été réalisée (cf. **Annexe 2**).
- Aucune évolution du mode de gestion des déchets, du trafic routier, des rejets atmosphériques,
- Les zones humides artificielles mises en évidence seront toujours compensées (création d'un bassin de compensation),
- L'impact paysager reste comparable à celui du projet précédent.

#### Risques accidentels :

D'autre part, les risques accidentels présentés par les modifications :

- n'accroissent pas la classe de gravité associée à l'étendue géographique des zones d'effets (létaux ou irréversibles) des accidents potentiels,
- n'accroissent pas la classe de probabilité (au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005) des accidents potentiels associée aux effets débordant des limites du site,
- ne modifient pas défavorablement la cinétique de développement des accidents potentiels dans les zones d'effets,
- les moyens de lutte incendie ont été revus et correspondent au niveau de risque. Les débits et volumes requis sont disponibles sur le site et identiques à ceux du projet initial : **540 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures et 1 080 m<sup>3</sup> en statique au total.**

La maîtrise des dangers liés aux accidents et les moyens de lutte prévus n'entraînent pas de modifications des conditions d'autorisation.

#### Risque inondation :

Le risque inondation est toujours pris en compte et ne sera pas augmenté. La diminution du bassin de compensation au Sud-Ouest sera compensée par l'ajout d'un bassin de compensation sur les nouvelles parcelles au Nord-Ouest.

Les bassins de compensation seront suffisamment dimensionnés pour compenser à 100 % le volume soustrait en cas de crue centennale conformément à ce qui avait été présenté dans le dossier déposé en juillet 2016 et le dossier modificatif d'avril 2017.

**Nota :** le volume de remblai à compenser a été diminué de 9,8 % : volume final de 18 031 m<sup>3</sup> et volume avril 2017 de 20 000 m<sup>3</sup>.



Cette évolution est compensée par l'évolution des bassins de compensation :

- diminution du bassin de compensation au Sud-Ouest, désormais de 11 787 m<sup>3</sup> (au lieu de 20 000 m<sup>3</sup> dans le dossier de 2017, soit une diminution de 41%),
- ajout d'un bassin de compensation au Nord-Ouest de 3 244 m<sup>3</sup>,
- aucune évolution du bassin de compensation au Nord-Est, de 3 000 m<sup>3</sup>.

Au total, on a donc un volume de compensation de 18 031 m<sup>3</sup>, soit une diminution de 9,8 % du volume initialement prévu, du fait du remaniement des différentes plateformes.





**PORTER A CONNAISSANCE**  
Projet d'extension du site GPA

Site de Livron-sur-Drôme

***DESCRIPTION DES MODIFICATIONS  
TECHNIQUES PAR RAPPORT AU DOSSIER  
MODIFICATIF DEPOSE LE 27/04/2017***





GPA

Document n°1

## Localisation géographique

Extrait IGN Géoportail  
Echelle : 1/25 000<sup>ème</sup>

N

ETOILE-SUR-RHONE

Site

LIVRON-SUR-DROME

Bois du Four

LIVRON SUR-DRÔME

500 m

Limites communales  
Limites départementales









**PORTER A CONNAISSANCE**  
Projet d'extension du site GPA

Site de Livron-sur-Drôme

## 1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

La société GPA est dépositaire du présent dossier modificatif.

<b>Raison sociale :</b>	GEANT PIECES AUTO 26
<b>Forme juridique :</b>	SARL
<b>Capital :</b>	500 000 €
<b>Adresse du site et du siège social :</b>	Route nationale 7 26250 Livron sur Drôme
<b>Nom et qualité du signataire :</b>	Monsieur Pierre RENAUD (Gérant)
<b>Téléphone :</b>	04.75.61.76.46
<b>Activité :</b>	Démolition de véhicules, vente de pièces détachées et accessoires, vente de pneus neufs et d'occasion, de lubrifiants, tout entretien et réparation automobiles
<b>Code APE :</b>	4677 A
<b>N° Registre du commerce</b>	Romans 437 281 207
<b>SIRET :</b>	437 281 207 000 13

## 2. MODIFICATION DU PERIMETRE

Le plan de localisation du site à l'échelle 1/25 000<sup>e</sup> (carte IGN) est présenté sur le **document n°1** page précédente.

Dans le cadre du projet définitif, la superficie totale du site a été augmentée de 7,6% par rapport au dossier de 2017 : elle sera à terme de 233 694 m<sup>2</sup>, au lieu de 217 242 m<sup>2</sup>.

**En effet, les parcelles de la section ZL n° 2, 221, 342 et 343 sont à nouveau incluses dans le futur périmètre ICPE de la société GPA (absence de maîtrise foncière de ces parcelles en 2017).**

D'autre part, la dénomination et les surfaces des parcelles cadastrales au regard du site ont été modifiées depuis le dernier dossier, entraînant une légère diminution de l'emprise totale.

La liste définitive des parcelles cadastrales concernées par le projet ainsi qu'un comparatif avec l'emprise du projet présentée en juillet 2016 et en avril 2017 sont présentés dans le tableau suivant :

N° Parcelle (section ZL)	Surface parcelle incluse en 2017 (en m <sup>2</sup> )	Nouveau numéro de parcelle (section ZL)	Surface parcelle définitive (en m <sup>2</sup> )
175	360	-	360
195	2 985	-	2 985
235	539	-	539
242	10 739	370	10 101
		371	638
181	2 710	-	2 710



**PORTER A CONNAISSANCE**  
Projet d'extension du site GPA

Site de Livron-sur-Drôme

N° Parcelle (section ZL)	Surface parcelle incluse en 2017 (en m²)	Nouveau numéro de parcelle (section ZL)	Surface parcelle définitive (en m²)
182	3 678	-	3 678
183	484	-	484
185	6 540	-	6 540
187	1 500	-	1 500
188	7 832	-	7 832
241	15 446	368	4 282
		369	11 164
243	6 854	372	4 129
		373	2 725
244	4 432	374	2 369
		375	2 063
5	6 920	346	1 959
		347	4 961
6	4 470	348	1 270
		349	3 200
124	3 160	362	909
		363	2 251
125	1 100	364	779
		365	321
126	33 470	366	32 888
		367	582
234	1 411	-	1 411
287	1 843	376	336
		377	1 507
16	1 920	-	1 920
2		-	3 770
3		342	7 997
		343	83
4	4 880	344	2 035
		345	2 845
8	4 030	350	1 166
		351	2 864
9	3 280	352	953
		353	2 327
10	45 920	354	17 417
		355	26 357
		356	2 146
11	6 010	-	6 010
12	3 170	357	187
		358	399
		359	493
		360	734
		361	972
		hors périmètre	2 785
221		-	4 987
282		-	4 852
288	14 267	378	4 553
		379	9 714
308	2 010	-	2 010
309	10 430	380	6 411
		381	4 019
Total 2017	217 242 m²		
		Total définitif	233 694 m²

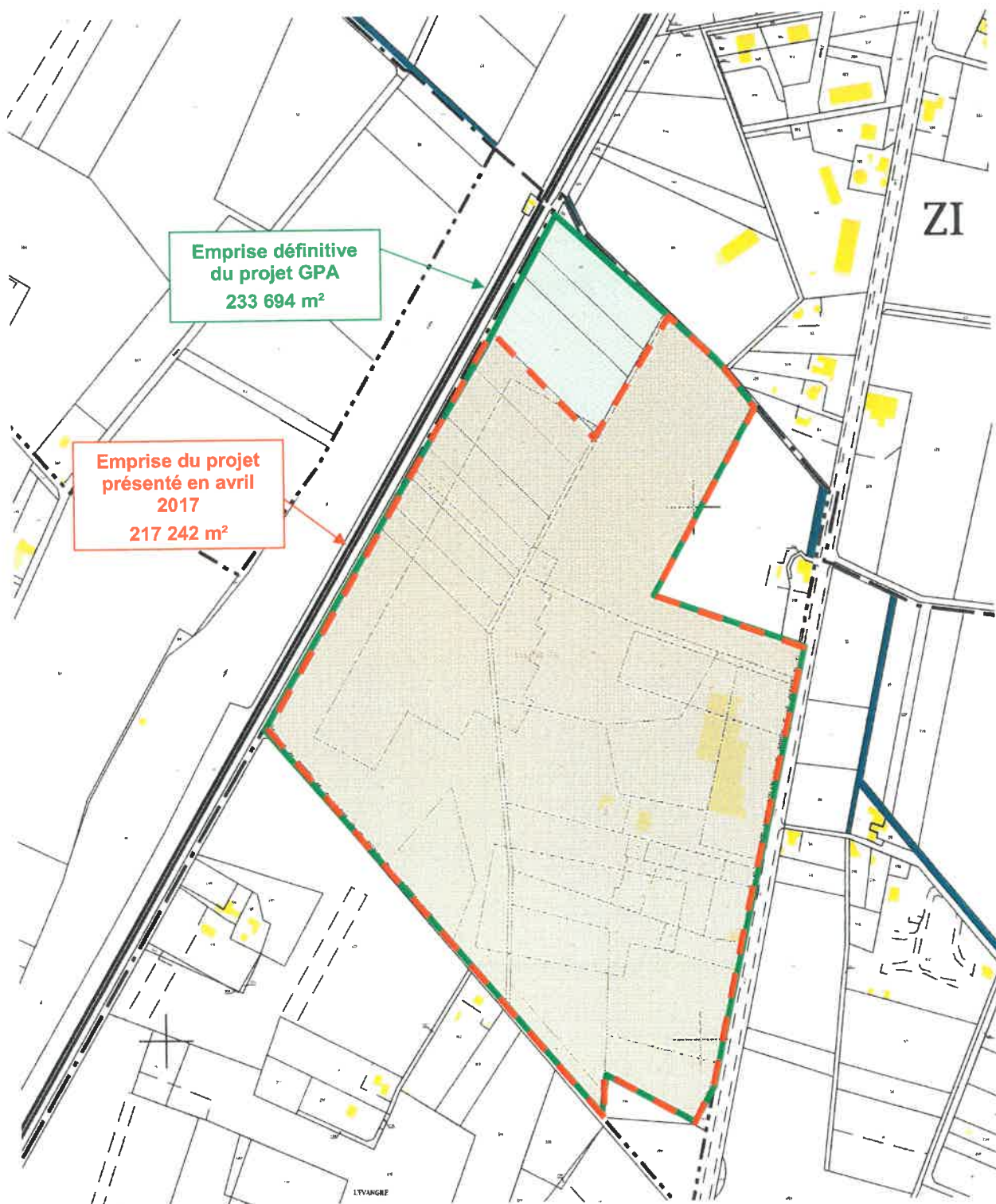


**PORTER A CONNAISSANCE**  
Projet d'extension du site GPA

Site de Livron-sur-Drôme

<b>BILAN</b>	<p>L'emprise du nouveau projet a augmenté de 7,6 % par rapport au projet déposé en avril 2017. (Surface définitive : 233 694 m<sup>2</sup> / Surface 2017 : 217 242 m<sup>2</sup>).</p> <p>La liste de parcelles présentée à l'Art. 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2017 doit être mise à jour pour tenir compte des évolutions.</p> <p><b>Nota</b> : La surface de l'emprise diminue de 0,2% par rapport au dossier initial de 2016, dans lequel elle était prévue à 234 079 m<sup>2</sup>.</p>
--------------	--

L'extrait du plan cadastral suivant présente le comparatif entre la nouvelle emprise et celle du projet d'avril 2017.



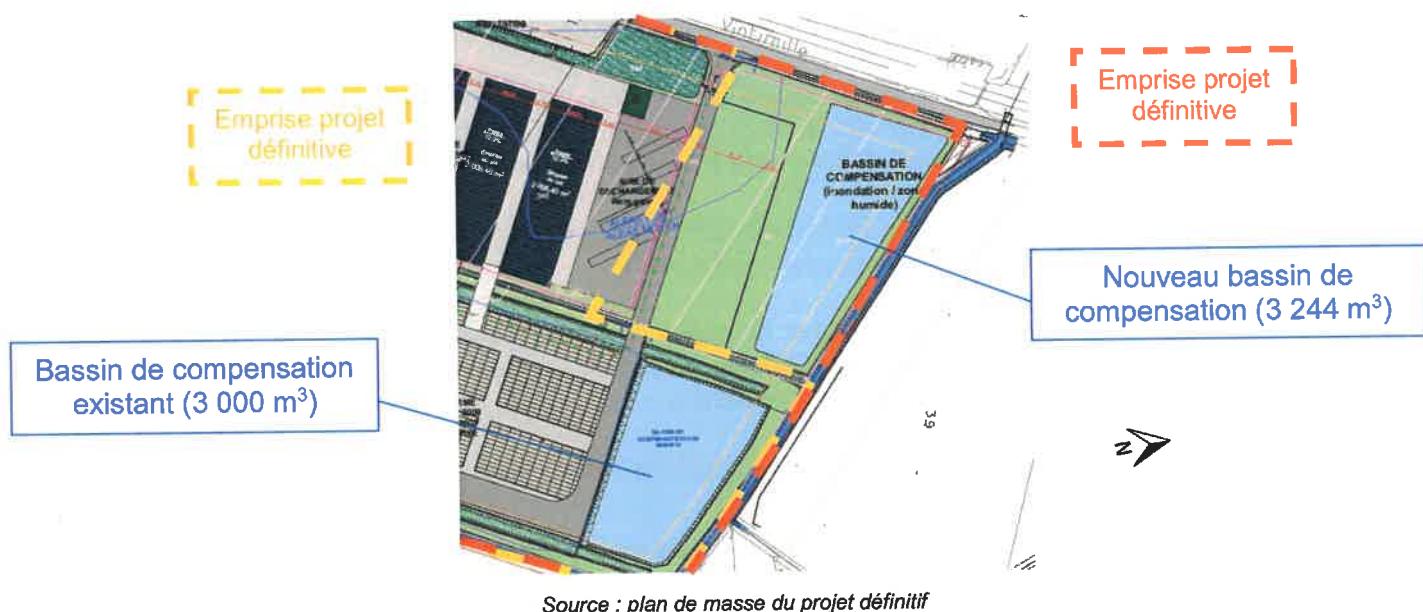
Emprise du site par rapport au dossier déposé en juillet 2016  
Source : Cadastre.gouv.fr - Echelle 1/5000<sup>ème</sup>

### 3. PRESENTATION DU NOUVEAU PROJET

Le projet d'extension du centre de dépollution a fait l'objet d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter au titre de la réglementation ICPE et d'un dossier modificatif, déposés respectivement le 29 juillet 2016 et le 27 avril 2017 en Préfecture.

Suite à la nécessité de modifier le périmètre ICPE et également dans un souci d'économie, **les modifications listées ci-après seront réalisées :**

- Le local existant comprenant des bureaux, locaux techniques, le magasin (ERP) et l'atelier d'entretien et de réparation de véhicules (activité garage automobile) sera conservé contrairement au projet précédent,
- Les modifications suivantes seront apportées au nouveau bâtiment déjà prévu dans les dossiers de juillet 2016 et avril 2017 :
  - o Le bâtiment sera décalé à 10 m de ce local pour limiter le risque incendie,
  - o Révision de la hauteur au faîtage de 12 à 15 m,
  - o Stockage des pièces détachées : rehaussement de la mezzanine de 6 m à 7,5 m, nouvelle répartition des stockages,
  - o Suppression du local de charge du nouveau bâtiment : les points de charge seront conservés et répartis dans les locaux (batteries gel sans dégagement d'hydrogène),
- Modification de la zone de stockage VHU, extension de la zone de chargement, et création d'une seconde aire de déchargement pour véhicules hors gabarit,
- Modification du projet photovoltaïque,
- Nouvelle configuration des voies de circulation et des accès, en particulier pour les engins de lutte contre l'incendie.
- Redimensionnement des moyens de lutte incendie : nouveau calcul des besoins en eau, implantation des poteaux incendie, adaptation des différentes réserves,
- Modification des réseaux de collecte des eaux pluviales et des ouvrages de régulation associés pour tenir compte de l'évolution des surfaces imperméabilisées. Une mise à jour de l'étude hydraulique est présentée en **Annexe 2** (cf. chapitre 6.1),
- Etant donné que la modification du périmètre entraîne la diminution du bassin de compensation du risque inondation au Sud-Ouest (cf. figure page suivante), **un bassin sera ajouté sur les nouvelles parcelles au Nord afin de compenser le risque inondation et les zones humides** (voir plan page suivante).



- Mise en place de réserves foncières d'une surface totale de 20 691,06 m<sup>2</sup> pour la protection des zones à fort enjeu archéologique identifiées sur le site, qui motive la réorganisation des surfaces et du périmètre ICPE. Ces réserves sont présentées sur le **document n°2** page suivante.

Les **documents n°3a et 3b** pages suivantes présentent le projet avant et après modifications.



GPA

Document n°2

Réserves foncières dans le cadre des fouilles  
archéologiques



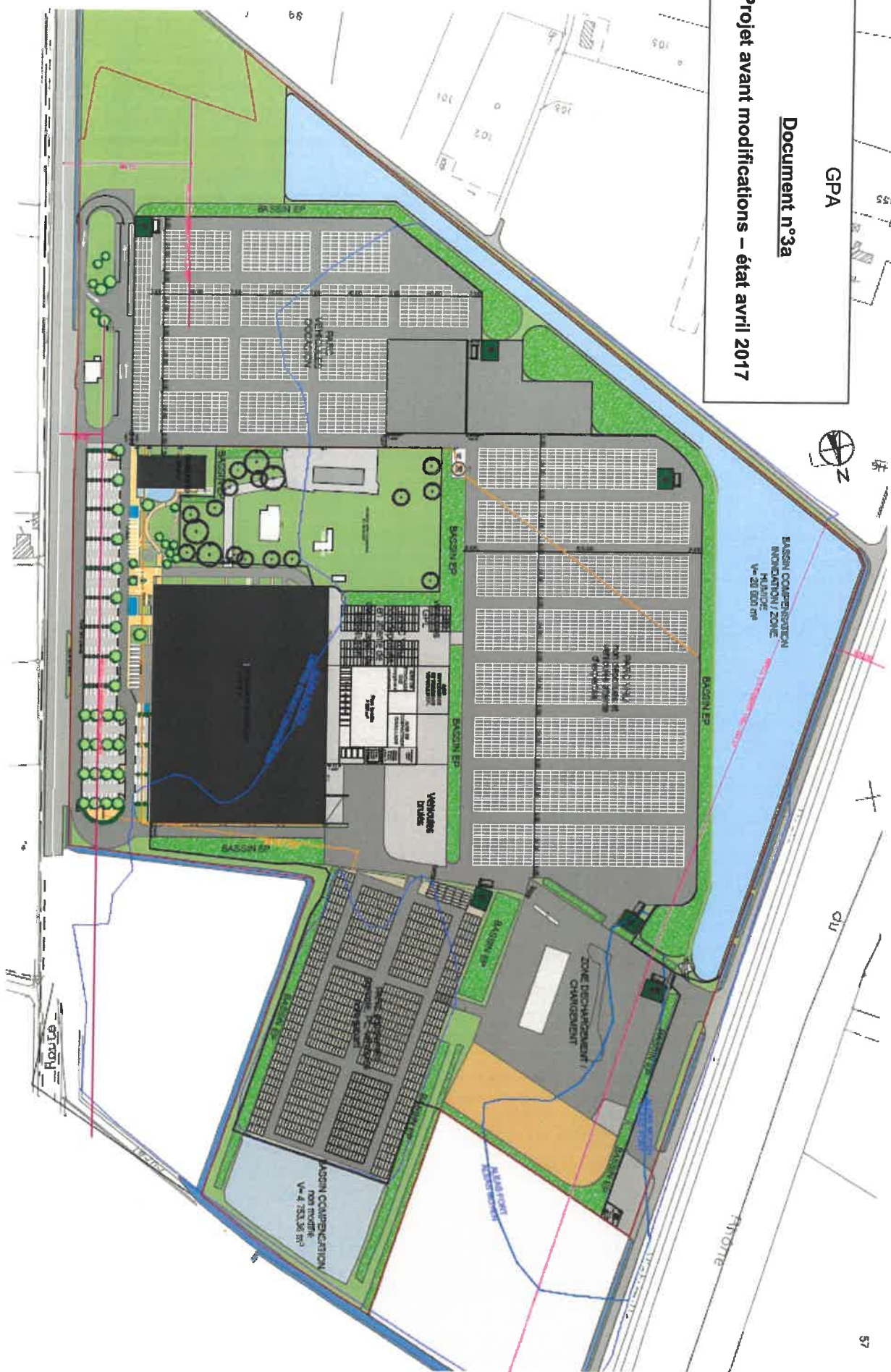




GPA

Document n°3a

Projet avant modifications – état avril 2017







### Projet après modifications – état définitif

## Extension de la zone de chargement

Zone de stockage VHU modifiée

## Réserves incendie

★ Poteau incendie

# Redimensionnement du bassin de compensation du risque inondation

## Ombrières modifiées

**Bâtiment agrandi, décalé à 10 m  
de l'existant  
Mezzanine et hauteur modifiées**

Suppression de la porte et du mur coupe-feu toute hauteur

### Modification du périmètre ICPE

➔ ajout d'un bassin de compensation du risque inondation

## Nouvelle aire de déchargement hors gabarit

## Modification du réseau de collecte eaux pluviales et des ouvrages de régulation associés

Bâtiment existant conservé



### Evolution des surfaces

Les surfaces prévues dans le dossier 2017 ont évolué de la façon suivante :

	Surface projet 2017 en m <sup>2</sup>	Surface projet définitif en m <sup>2</sup>	Evolution en pourcentage
Parc de vente véhicules d'occasion	29 052	27 391 m <sup>2</sup>	- 5,7 %
Emprise au sol des zones dédiées au stockage, à la dépollution, et au démontage des VHU et au stockage des véhicules en attente de décision	96 957	100 616 m <sup>2</sup>	+ 3,8 %
Parc ferraille	1 050	1 200 m <sup>2</sup>	+ 14,3 %
Atelier d'entretien et de réparation (garage auto)	605	Inclus dans les autres surfaces	-
Bassins de compensation des zones remblayées (risque inondation)	24 753	21 294 m <sup>2</sup>	- 14 %
Espaces verts et autres (ouvrages de régulation, habitation, prés, parking, bureaux, magasin ...)	64 835	82 144 m <sup>2</sup>	+ 26,7 %
Bâtiment existant	supprimé	2 547 m <sup>2</sup>	-
<b>Total site</b>	<b>217 242</b>	<b>233 694</b>	<b>+ 7,6 %</b>

**Au final, les surfaces imperméabilisées** seront diminuées de 15,6 % (surface imperméabilisée finale : 138 719 m<sup>2</sup> / surface imperméabilisée avril 2017 : 164 323 m<sup>2</sup>). Une mise à jour de l'étude hydraulique est présentée en **Annexe 2** (cf. chapitre 6.1).

**Point important : Malgré les modifications de ces surfaces, le nombre de véhicules et le niveau d'activités restera sensiblement le même.**

Nota : la diminution du bassin de compensation au Sud-Ouest s'explique par la modification du périmètre ICPE et l'acquisition des nouvelles parcelles au Nord-Ouest. Un bassin additionnel sera installé sur ces terrains, de manière à compenser l'intégralité du risque inondation (100 % du volume soustrait en cas de crue centennale).

Les **documents n°4a et 4b** pages précédentes présentent l'évolution des surfaces.

<b>BILAN</b>	<p>L'évolution des superficies est due entre autres à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'augmentation du périmètre ICPE et l'ajout d'un bassin de compensation du risque inondation,</li> <li>• L'agrandissement du parc VHU à l'Ouest.</li> </ul> <p>Les surfaces imperméabilisées seront diminuées de 15,6 %. La mise à jour de la gestion des eaux pluviales est présentée en <b>Annexe 2</b>.</p>
--------------	---



**Panneaux photovoltaïques :**

Le projet s'accompagne toujours d'un projet de parc photovoltaïque. Les panneaux photovoltaïques recouvriront (cf. **plan de masse sous pochette cartonnée**) :

- le stockage sur un niveau des VHU non dépollués et en attente d'expertise,
- la zone de déchargement des véhicules,
- le parc de véhicules d'occasion.

Au niveau du parc de véhicules d'occasion, une ombrière sera retirée pour faire suite à la réduction de la surface de stockage. Des panneaux solaires seront installés sur la zone de déchargement des véhicules pour compenser la surface perdue.

La surface totale recouverte de panneaux photovoltaïques sera de 39 733 m<sup>2</sup>.

L'emprise au sol des ombrières surmontant des aires de stockage de véhicules sur un seul niveau sera limitée à :

- pour le parc occasion, environ 4 200 m<sup>2</sup>,
- pour le parc VHU en attente d'expertise et la zone de déchargement 3 612 m<sup>2</sup>.

La hauteur de 9,55 m au faîtage ne sera pas impactée par l'accès pompier créé sous les ombrières.

**BILAN**

Toutes les mesures de réduction des risques des dossiers de 2016 et 2017 restent prévues sur les aires de stockage concernées.



GPA

Document n°4a

Aménagement du site  
(état du projet - avril 2017)

Bassin de  
compensation

20 000 m<sup>2</sup> (20 000 m<sup>3</sup>)

BASSIN COMPENSATION  
INONDATION / ZONE  
HUMIDE  
V = 20 000 m<sup>3</sup>

Zones dédiées au stockage, à la dépollution et au  
démontage des véhicules en attente de décision

Parc de vente de véhicules  
d'occasion

PARC  
VEHICULES  
OCCASION  
29 052 m<sup>2</sup>

96 957 m<sup>2</sup>

Bassin existant  
4753 m<sup>2</sup> (3 000 m<sup>3</sup>)

Limite de propriété

MAITRE D'OUVRAGE:

Repartir d'habitat  
GPA

ARCHITECTE:

apside

CONTRACTANT

GSE

TITRE DU PLAN

PLAN DE MASSE ZOO





GPA

Document n°4b

Aménagement du site définitif  
(décembre 2018)

Bassin de compensation  
redimensionné

11 663 m<sup>2</sup> (11 787 m<sup>3</sup>)

Parc de vente de véhicules  
d'occasion

27 391 m<sup>2</sup>

Zones dédiées au stockage, à la dépollution et au  
démontage des véhicules en attente de décision

100 616 m<sup>2</sup>

Nouveau bassin de  
4 875 m<sup>2</sup> (3 244 m<sup>3</sup>)

Bassin existant de  
4 753 m<sup>2</sup> (3 000 m<sup>3</sup>)

RESERVE FONCIERE

Limite de propriété

apside





## 4. BILAN DES INSTALLATIONS CLASSEES

### 4.1. RUBRIQUES CONCERNEES

Les rubriques pour lesquelles le site est classé et qui sont susceptibles d'être impactées par les modifications prévues dans ce dossier sont analysées ci-dessous.

A noter que du côté réglementaire, les rubriques 2712, 2713, 2718 et 2791 ont été refondues par le décret 2018-458 du 6 juin 2018. Notamment, les régimes et les seuils de classement de ces rubriques ont été revus, entraînant des changements pour le classement du site.

#### 4.1.1. Rubrique 2712 – Entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage

La surface prise en compte pour le classement au titre de la rubrique 2712 évolue suite à la modification des zones suivantes :

Activité	Surface 2017	Surface définitive
Parc VHU non dépollués et véhicules en attente d'expertise	38 922 m <sup>2</sup>	38 885 m <sup>2</sup>
Zone de déchargement	16 695 m <sup>2</sup>	17 701 m <sup>2</sup>
Plateforme centrale comprenant le parc VHU non dépollués en attente de démontage/dépollution, le parc véhicules GPL, l'aire oxycoupage et torchage des réservoirs GPL, le parc VHU dépollués, le parc véhicules brûlés et le parc à bennes	11 220 m <sup>2</sup>	14 000 m <sup>2</sup>
Parc équipements agricoles, poids-lourds, utilitaires, véhicules hors gabarit	17 500 m <sup>2</sup>	17 500 m <sup>2</sup>
Bâtiment principal (sans l'atelier d'entretien et de réparation, les locaux sociaux et le magasin)	12 620 m <sup>2</sup>	12 434 m <sup>2</sup>
Stockage de pièces détachées d'occasion au niveau de la zone picking de la cellule 1	6 014 m <sup>2</sup>	6 014 m <sup>2</sup>
<b>Total VHU</b>	<b>102 971 m<sup>2</sup></b>	<b>106 534 m<sup>2</sup></b>

Ainsi, la surface prise en compte sous la rubrique 2712 sera finalement de 106 534 m<sup>2</sup> contre 102 971 m<sup>2</sup> en avril 2017, ce qui représente une augmentation de 5,7 %.

A noter que la surface calculée ici diffère de « l'emprise au sol des zones dédiées au stockage, à la dépollution, et au démontage des VHU et au stockage des véhicules en attente de décision » mentionnée dans le tableau page 17, car elle inclue la surface de la mezzanine surmontant l'atelier.

<b>BILAN</b>	<p>Par suite de la modification de la rubrique par décret 2018-458 du 6 juin 2018, le site passe à enregistrement sous la rubrique 2712.</p> <p>Les surfaces correspondantes présentées à l'Art. 5.1.9 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2017 doivent être mises à jour.</p>
--------------	--

#### **4.1.2. Rubrique 2713 et 2791 – Activité de « récupération de métaux »**

La surface dédiée à l'activité de récupération des métaux passe de 1 050 m<sup>2</sup> à 1 200 m<sup>2</sup>, sans évolution du niveau d'activités, qui reste estimé à 40 t/j.

<b>BILAN</b>	Par suite de la modification de la rubrique par décret 2018-458 du 6 juin 2018, le site passe à enregistrement sous la rubrique 2713.  Pas de modification du classement sous la rubrique 2791 : le site reste soumis à autorisation.
--------------	---

#### **4.1.3. Rubrique 2910 – Installation de combustion**

La puissance de la chaudière sera de 0,8 MW (inférieure aux 1,6 MW prévue dans les dossiers de juillet 2016 et avril 2017).

<b>BILAN</b>	Le site reste non classé.
--------------	---------------------------

#### **4.1.4. Rubrique 1185 – Gaz à effet de serre – équipement d'extinction**

Les quantités de gaz à effet de serre présentes sur le site sont identiques à celles prévues dans les dossiers de juillet 2016 et avril 2017 (450 kg).

<b>BILAN</b>	Pas de modification du régime de classement, mais le numéro de rubrique est modifié : anciennement rubrique 4802 et désormais rubrique 1185.
--------------	--

#### **4.1.5. Rubrique 1510 – Stockage de matières combustibles**

Dans le projet présenté en avril 2017, le nouveau bâtiment comportait les cellules de stockage suivantes :

- pour le stockage des pièces détachées issues des VHU :
  - o stockage de type picking en mezzanine à 6 m au-dessus de l'atelier de dépollution/démontage (l'ensemble formant la cellule 1) – stockage en étagères de hauteur 2 m,
  - o cellules de stockage 2 et 3 – stockage en racks d'une hauteur de 10,7 m.
- pour le stockage de pièces détachées neuves, la zone en mezzanine à 6 m au-dessus de l'atelier d'entretien / réparation et du magasin qui étaient alors intégrés au projet de bâtiment – stockage en étagères.

Ces stockages seront réorganisés de la manière suivante :

Cellule	Modifications	Produits stockés	Mode de stockage
Cellule 1 – atelier + mezzanine	Hauteur de stockage	Pièces détachées d'occasion	En étagères Hauteur 3,5 m Surface 6 571 m <sup>2</sup>
Cellule 2	Regroupe les anciennes cellules 2, 3 et le stockage pièces neuves en mezzanine Hauteur de stockage	Pièces détachées d'occasion et des pièces neuves de l'ancienne cellule 3 Matières peu combustibles (moteurs)	En racks Hauteur 10,8 m Surface 4 835 m <sup>2</sup>

La hauteur du bâtiment sera portée à 15 m et la mezzanine sera réhaussée de 6 m à 7,5 m.

Les quantités de pièces détachées stockées restent sensiblement les mêmes après ces modifications, les stockages étant simplement réorganisés (quantité maximale de matières combustibles présente 73t).

<b>BILAN</b>	Pas de modification du classement sous la rubrique 1510 : le site reste non-classé. Les surfaces dédiées au stockage listées à l'Art. 5.11.1 doivent être mises à jour.
--------------	--

#### 4.1.1. Rubrique 2925 – Charge d'accumulateurs

Par rapport aux projets précédents, le local de charge est supprimé, mais les points de charge seront conservés et répartis dans les locaux. La capacité de charge de 35 kW sera elle aussi conservée.

<b>BILAN</b>	Pas de modification du classement sous la rubrique 2925 : le site reste non-classé.
--------------	---

#### 4.2. CLASSEMENT DU SITE

Les modifications apportées à la nomenclature des installations classées et au site depuis 2017 induisent le classement présenté pages suivantes.

La liste des installations classées pour la protection de l'environnement par la nomenclature (Annexe de l'article R.511-9 du Code de l'Environnement) dans sa dernière mise à jour est présentée dans le tableau suivant.

- **A** = Installation classée en Autorisation (*ces installations sont assorties d'un rayon d'affichage défini par la nomenclature qui correspond au rayon d'affichage de l'avis d'enquête publique*);
- **E** = Installation classée en Enregistrement;
- **D** = Installation classée en Déclaration;
- **S** = Installation soumise à Servitude d'utilité publique;
- **C** = Installation soumise au Contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du Code de l'Environnement (*les installations ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'Autorisation*);
- **NC** = Installation n'atteignant pas le seuil de classement.

<b>BILAN</b>	<p>Le classement général du site reste à autorisation, sans statut SEVESO.</p> <p>Le classement sous certaines rubriques évolue (voir détail dans le tableau pages suivantes).</p> <p>Le classement du site donné à l'Art. 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2018 doit être mis à jour pour tenir compte des évolutions.</p>
--------------	--



**PORTER A CONNAISSANCE**  
Projet d'extension du site GPA

Site de Livron-sur-Drôme

Code rubrique	Définition de la rubrique	Installations concernées	Régime futur (Rayon d'affichage)	Situation par rapport au dossier modificatif déposé en avril 2017
2718-1	<p><b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.</b></p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.....A</p> <p><b>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2517, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.</b></p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t/j .....A</p> <p>2. Inférieure à 10 t/j ..... DC</p>	<p>Quantité maximale susceptible d'être présente : <b>20 t de batteries</b></p> <p>Quantité de métaux traités : <b>40 t/jour</b> (30 t pour le broyage et 10 t pour l'oxycoupage)</p>	<p><b>A</b> (2 km)</p> <p><b>A</b> (2 km)</p>	<p><u>Classement inchangé</u> Rubrique modifiée par décret 2018-458 du 6 juin 2018</p> <p><u>Classement inchangé</u> Rubrique modifiée par décret 2018-458 du 6 juin 2018</p>
2712-1.a	<p><b>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719</b></p> <p>1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m².....E</p>	<p>Surface totale : <b>106 534 m²</b></p>	<p><b>E</b></p>	<p>Passage à enregistrement (Autorisation en 2017) (S = 102 971 m²) Rubrique modifiée par décret 2018-458 du 6 juin 2018</p>
2713-1	<p><b>Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</b></p> <p>La surface étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1000 m² .....E</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 m² mais inférieure à 1000 m² .....D</p>	<p>Surface totale du parc ferraille : <b>1 200 m²</b></p>	<p><b>E</b></p>	<p>Passage à enregistrement (Autorisation en 2017) (S = 1 050 m²) Rubrique modifiée par décret 2018-458 du 6 juin 2018</p>

	<b>PORTER A CONNAISSANCE</b> Projet d'extension du site GPA	Site de Livron-sur-Drôme
---	--	--------------------------

Code rubrique	Définition de la rubrique	Installations concernées	Régime futur (Rayon d'affichage)	Situation par rapport au dossier modificatif déposé en avril 2017
4725-2	<b>Oxygène (numéro CAS 7782-44-7).</b> La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 t.....A 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t.....D  Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 2 000 t	La quantité susceptible d'être présente est de <b>2 t</b> .	D	<u>Classement inchangé</u>
1185-2-b	<b>Gaz à effet de serre (frigo)</b>  2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.....DC b) Equipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg.....D	Quantité totale : <b>450 kg</b>	D	<u>Classement inchangé</u>  Numéro de rubrique modifié par décret n°2018-900 du 22 octobre 2018
1435	<b>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.</b>  Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 1. Supérieur à 20 000 m³ .....E 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³ .....DC	Volume équivalent annuel de carburant distribué : <b>&lt; 100 m³</b>	NC	<u>Classement inchangé</u>
2920	<b>Installation de compression</b> fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 10 MW .....A	Les compresseurs n'utilisent pas de fluides inflammables ou toxiques.	NC	<u>Classement inchangé</u>
2925	<b>Accumulateurs (ateliers de charge d')</b>  La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW .....	La puissance maximale sera d'environ <b>35 kW</b> .	NC	<u>Classement inchangé</u>





**PORTER A CONNAISSANCE**  
Projet d'extension du site GPA

Site de Livron-sur-Drôme

Code rubrique	Définition de la rubrique	Installations concernées	Régime futur (Rayon d'affichage)	Situation par rapport au dossier modificatif déposé en avril 2017
2910	<p><b>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971.</b></p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW.....E 2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW .....DC</p>	Installation non modifiée : puissance thermique : <b>0,8 MW</b>	NC	<u>Classement inchangé</u>  Modification de la rubrique par décret 2018- 704 du 3 août 2018
1510	<p><b>Entrepôts couverts</b> (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) :</p> <p>Le volume des entrepôts étant :</p> <p>1. supérieur ou égal à 300 000 m<sup>3</sup>.....A 2. supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup>, mais inférieur à 300 000 m<sup>3</sup> .....E 3. supérieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup>, mais inférieur à 50 000 m<sup>3</sup> .....D</p>	Quantité totale de matières combustibles :  La quantité de matières combustibles présente sera d'environ 73 t (<500t).	NC	<u>Classement inchangé</u>
1530	<p><b>Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public</b></p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. supérieure à 50 000 m<sup>3</sup> .....A 2. supérieure à 20 000 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 50 000 m<sup>3</sup> .....E 3. supérieure à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20 000 m<sup>3</sup> .....D</p>	Volume maximal stocké : <b>10 m<sup>3</sup></b>	NC	<u>Classement inchangé</u>

	<b>PORTER A CONNAISSANCE</b> Projet d'extension du site GPA	Site de Livron-sur-Drôme
---	--	--------------------------

Code rubrique	Définition de la rubrique	Installations concernées	Régime futur (Rayon d'affichage)	Situation par rapport au dossier modificatif déposé en avril 2017
1532	<p>Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. Supérieure à 50 000 m<sup>3</sup> .....A  2. Supérieure à 20 000 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 50 000 m<sup>3</sup> .....E  3. Supérieure à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20 000 m<sup>3</sup> .....D</p>	Volume maximal stocké : <u>10 m<sup>3</sup></u>	NC	<u>Classement inchangé</u>
2930-1	<p>Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie</p> <p>1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur</p> <p>La surface de l'atelier étant :</p> <p>a) Supérieure à 5 000 m<sup>2</sup> .....A  b) Supérieure à 2 000 m<sup>2</sup> mais inférieure à 5 000 m<sup>2</sup> .....DC</p>	La surface totale dédiée est de <u>605 m<sup>2</sup></u> .	NC	<u>Classement inchangé</u>
4718	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations(*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>Pour le stockage en récipients à pression transportables :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 35 t .....A  2. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t .....DC</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t  Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</p>	Stockage maximal de <u>350 kg</u> de propane  (10 bouteilles de 35 kg)	NC	<u>Classement inchangé</u>  Modification de la rubrique par décrets 2017- 1579 et 2017-1595 des 16 et 21 novembre 2017

**PORTER A CONNAISSANCE**

Projet d'extension du site GPA

Site de Livron-sur-Drôme

Code rubrique	Définition de la rubrique	Installations concernées	Régime futur (Rayon d'affichage)	Situation par rapport au dossier modificatif déposé en avril 2017
4734	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 t.....A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total.....E</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.....DC</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t</p> <p>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t</p>	Quantité stockée : $20 \text{ m}^3 \times 0,85 \text{ (densité)} = 17 \text{ t}$	NC	<u>Classement inchangé</u>
4001	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11.....A	Sommes règles des cumuls < 1 Voir calcul règle des cumuls ci-dessous	NC	<u>Classement inchangé</u>

**Détermination du statut SEVESO :**

Les quantités de produits soumis à la réglementation SEVESO n'étant pas modifiées, les modifications apportées ne modifient pas le calcul du statut SEVESO présenté dans le dossier de juillet 2016.

**BILAN**

Le projet n'est toujours pas classé à autorisation sous la rubrique 4001 et n'a pas de statut SEVESO Seuil Haut ou Bas.

#### 4.3. PRINCIPAUX TEXTES APPLICABLES

Les principaux textes réglementaires de base pris en compte dans le cadre de ce porter à connaissance sont les suivants :

**- Arrêté préfectoral n°2017255-0001 du 12 septembre 2017**

**- Arrêté du 26 novembre 2012** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**=> Dispositions applicables aux installations existantes**

**=> Pour ces installations, le bénéfice de l'antériorité sera demandé**

**- Arrêté du 6 juin 2018** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**=> Dispositions applicables aux installations existantes**

**=> Pour ces installations, le bénéfice de l'antériorité sera demandé**

**- Arrêté du 25 juillet 1997** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**=> Pour ces installations, le bénéfice de l'antériorité sera demandé**

Les autres textes applicables aux installations ont déjà été pris en compte dans la rédaction des dossiers de juillet 2016 et avril 2017. Ce sont :

**- Arrêté du 19 janvier 2005** relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés de véhicules hors d'usage.

**- Arrêté du 29 juillet 2005** fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005

**- Arrêté du 2 mai 2012** relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage



**PORTER A CONNAISSANCE**  
Projet d'extension du site GPA

Site de Livron-sur-Drôme

- **Arrêté du 04 août 2014** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- **Arrêté du 10 mars 1997** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725
- **Arrêté du 04 octobre 2010** relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
- **Arrêté du 31 mai 2012** fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement



#### **4.4. CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES**

Pour rappel, le montant des garanties financières calculées pour l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2017 atteignait 104 768 €.

Le montant calculé avec les modifications présentées dans ce dossier est de 104 061 €.

Le détail du calcul est disponible en **Annexe 3**.

<b>BILAN</b>	Les garanties financières présentées à l'Art. 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2018 doivent être mises à jour pour tenir compte des évolutions.
--------------	--





***MODIFICATIONS DES REJETS DE  
L'INSTALLATION – INCIDENCES DES  
MODIFICATIONS SUR L'OCCUPATION DE  
L'ESPACE, LA FAUNE, LA FLORE, LE  
PAYSAGE, LE TRAFIC, LES REJETS  
D'EFFLUENTS, LE BRUIT...***

L'objectif de ce chapitre est de démontrer que les modifications apportées n'altèrent pas les performances environnementales du site par rapport au projet initial.



## 5. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT

**BILAN**

L'environnement naturel reste inchangé par rapport au dossier déposé en juillet 2016 et au dossier modificatif d'avril 2017.

## 6. ANALYSE DES EFFETS DIRECTS ET INDIRECTS DE L'INSTALLATION SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES PRISES POUR EN LIMITER L'IMPACT

Ce chapitre n'aborde que les émissions en mode d'exploitation normale et non les émissions accidentelles susceptibles d'être libérées pendant un incendie.

### 6.1. IMPACT DES REJETS AQUEUX

#### 6.1.1. Prélèvements et utilisations de l'eau

**BILAN**

Les points de prélèvements et la consommation annuelle d'eau potable resteront inchangés par rapport aux dossiers déposés en 2016 et 2017.

#### 6.1.2. Mesures prises pour limiter les rejets aqueux

La collecte et le traitement des effluents liquides sont réalisés conformément aux prescriptions des Art. 4.2 et 4.3 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2017.

##### *Eaux pluviales*

**Les surfaces imperméabilisées seront diminuées de 15,6 %** (surface imperméabilisée finale : 138 719 m<sup>2</sup> / surface imperméabilisée avril 2017 : 164 323 m<sup>2</sup>).

Une mise à jour de l'étude hydraulique est présentée en **Annexe 2**. Cette annexe rappelle également l'étude hydraulique du dossier de 2017.

##### Rappel de la gestion des eaux pluviales prévue :

Les surfaces imperméabilisées créées seront compensées.

La compensation sera obtenue par la mise en place de noues et de bassins de rétention étanches et en phytoremédiation, équipés de débits de fuite régulés.

Les eaux seront ensuite rejetées dans les fossés présents dans le secteur d'étude pour ensuite rejoindre la Lauze.

Les eaux pluviales drainées sur les surfaces imperméabilisées seront traitées avant rejet par des séparateurs d'hydrocarbures.

##### Dimensionnement des séparateurs d'hydrocarbures :

Les modifications envisagées n'impactent pas le dimensionnement des séparateurs d'hydrocarbures, qui restent conformes à la notice hydraulique du dossier de 2017.

Dimensionnement des ouvrages de rétention :

La capacité de ces ouvrages a été calculée à partir de la méthode dite « des pluies » pour un évènement pluvieux maximal de **période de retour de 20 ans** et un débit spécifique de fuite de **15 l/s/ha** (en accord avec la DDTM de la Drôme).

La zone d'étude a été divisée en 5 bassins versants au lieu des 8 plateformes du dossier d'avril 2017.

Les bassins versants ont été cotés en altimétrie de manière à remblayer le moins possible la zone d'expansion de crue centennale et de permettre le drainage gravitaire des eaux pluviales. A chaque bassin versant seront associés un ou des ouvrages de régulation.

L'évolution des bassins versants et des plateformes ainsi que les ouvrages de régulation associés est présentée sur les **documents n°5a et 5b** pages suivantes.

Les volumes de chaque bassin/noue ainsi que les débits de fuite associés sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Bassin versant	Débit de fuite considéré	Volume utile des ouvrages de régulation des eaux pluviales
n°1 – plateforme Sud	40 l/s	1 303 m <sup>3</sup>
n°2 – plateforme principale amont	40 l/s	1 265 m <sup>3</sup>
n°3 – plateforme principale aval	29 l/s	936 m <sup>3</sup>
n°4 – plateforme ferraille	73 l/s	1 950 m <sup>3</sup>
n°5 – plateforme de déchargement + complément plateforme nouveau parking PL	34 l/s 7 l/s	900 m <sup>3</sup> 220 m <sup>3</sup>
n°6 – plateforme parking	22 l/s	700 m <sup>3</sup>

Le volume total retenu sera au minimum de 7 274 m<sup>3</sup> et le débit de fuite sera au total de 245 l/s (projet déposé en 2017 : volume total retenu de 7 765 m<sup>3</sup> et débit de fuite de 266 l/s), soit une diminution de 6,3 % du volume et de 8,5 % du débit de fuite).

A noter que conformément au dossier de juillet 2016, une cuve de récupération des eaux pluviales de toiture d'un volume de 20 m<sup>3</sup> sera implantée sous l'auvent.

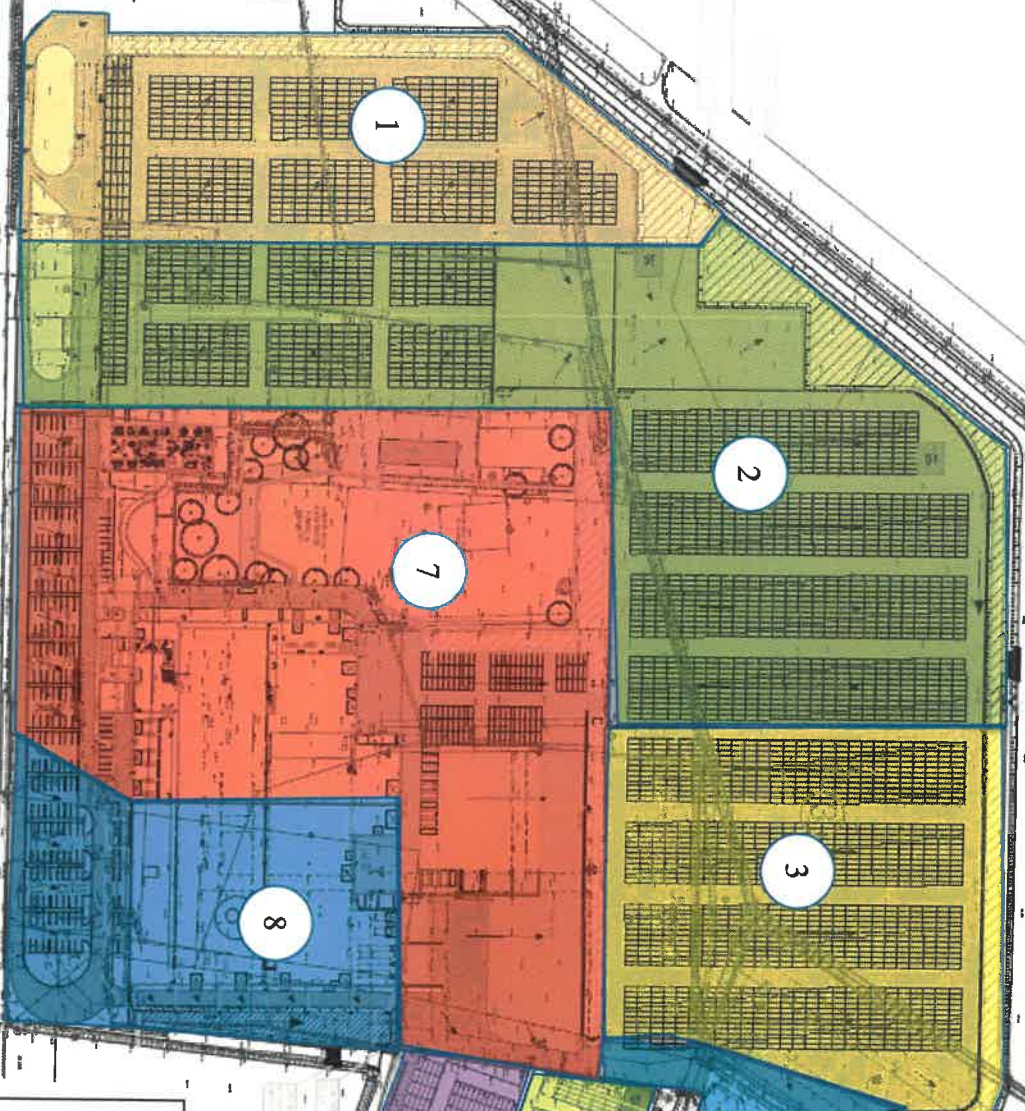
**Nota** : conformément à la notice hydraulique fournie avec le dossier modificatif de 2017, les noues et ouvrages de rétention des eaux pluviales serviront également au confinement des eaux d'extinction incendie.

<b>BILAN</b>	<p><b>Les modifications entraînent une diminution des surfaces imperméabilisées.</b></p> <p>L'impact des eaux pluviales ne sera pas modifié, étant données les dispositions prévues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour compenser la création de nouvelles surfaces imperméabilisées (bassins/noues et limitation du débit de fuite),</li> <li>- pour assurer le traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées (noues étanches et végétalisées, séparateurs d'hydrocarbures).</li> </ul>
--------------	---



Surface : 20 000 m<sup>2</sup>  
Volume à déverser : 20 000 m<sup>3</sup>  
Pond : 50 kg

- 1 - Parc de vente Sud
- 2 - Parc de vente Nord + parc VHU non dépollués et véhicules en attente d'expertise Sud
- 3 - Parc VHU non dépollués et véhicules en attente d'expertise Nord
- 4 - Zone de déchargement
- 5 - Parc équipement agricole, PL, véhicules hors gabarit - partie Ouest
- 6 - Parc équipement agricole, PL, véhicules hors gabarit - partie Est
- 7 - Plateforme centrale (parc ferraille, véhicules brûlés, véhicules GPL, en attente de démontage...) + partie Sud Bâtiment
- 8 - Bâtiment + parkings













GPA

Document n°5b

**Bassins versants de gestion des eaux  
pluviales définitifs**

**NB : l'imperméabilisation des nouvelles surfaces  
est prise en compte**

**Légende bassins versants**

-  Bassin versant n°1 plateforme Sud : 1 303 m<sup>3</sup>, débit de fuite 40 l/s
-  Bassin versant n°2 plateforme Principale amont : 1 265 m<sup>3</sup>, débit de fuite 40 l/s
-  Bassin versant n°3 plateforme Principale aval: 936 m<sup>3</sup>, débit de fuite 29 l/s
-  Bassin versant n°4 plateforme ferraille : 1 950 m<sup>3</sup>, débit de fuite 73 l/s
-  Bassin versant n°5 plateforme de déchargement : 900 m<sup>3</sup>, débit de fuite 34 l/s  
+ complément Bassin versant plateforme nouveau parking PL:  
220 m<sup>3</sup>, débit de fuite +7 l/s
-  Bassin versant n°6 plateforme parking : 700 m<sup>3</sup>, débit de fuite 22 l/s







### *Eaux usées*

Le principe de traitement n'est pas modifié :

- les eaux vannes sont rejetées dans le réseau d'assainissement communal,
- les eaux usées d'origine industrielles sont constituées par les eaux de lavage et de certaines pièces détachées. Principalement susceptibles d'être souillées par des Matières En Suspension (MES) et des hydrocarbures, elles seront traitées par un séparateur à hydrocarbures avant d'être évacuées vers le réseau d'assainissement communal.

Les modifications envisagées n'impactent pas le dimensionnement du séparateur d'hydrocarbures.

Le projet de convention de rejet entre GPA et la commune de LIVRON SUR DROME est disponible en **Annexe 4**.

Le débit de rejet pour les eaux industrielles devra respecter les valeurs limites suivantes :

- débit annuel maximum : 600 m<sup>3</sup>, au lieu des 500 m<sup>3</sup> des dossiers de juillet 2016 et avril 2017 (augmentation de 20%).
- débit journalier maximum : 20 m<sup>3</sup> (pas d'évolution par rapport aux dossiers précédents).

#### **BILAN**

La station d'épuration de Livron-sur-Drôme est en mesure de traiter les eaux et il n'y aura pas d'impact supplémentaire

## **6.2. IMPACT DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES**

#### **BILAN**

Les émissions canalisées seront identiques au projet initial.

## **6.3. IMPACT SUR LE SOL ET LE SOUS-SOL**

Les nouvelles surfaces dédiées au stockage longue durée de véhicules seront sur dalle béton. Les surfaces susceptibles d'être souillées par des produits dangereux seront imperméabilisées et les stockages de ces produits seront sur rétention.

**Nota** : la côte de la base des bassins sera de 98,4 m NGF afin de ne pas terrasser dans la nappe présente à faible profondeur.

#### **BILAN**

Aucune évolution de l'impact du site actuel par rapport au dossier déposé en avril 2017 sur le sol et le sous-sol.

#### 6.4. NUISANCES DUES AU BRUIT

<b>BILAN</b>	Les modifications n'auront aucun impact notable sur le niveau sonore prévu par les simulations du dossier de juillet 2016.  <b>Nota :</b> comme indiqué dans le dossier de 2016, une campagne de mesure des niveaux sonores sera réalisée à la fin des travaux, en période représentative de l'activité afin de vérifier la conformité des niveaux sonores en limite de propriété et au niveau des zones à émergences réglementées.
--------------	---

#### 6.5. ETUDE DÉCHETS

<b>BILAN</b>	Le mode de gestion des déchets ne sera pas modifié par rapport au projet déposé en juillet 2016.
--------------	--

#### 6.6. TRAFIC ROUTIER

<b>BILAN</b>	Les modifications réalisées n'auront pas d'impact significatif sur le trafic routier par rapport au dossier présenté en juillet 2016. Les poids-lourds continueront à accéder au site par le rond-point de la zone artisanale de Fiancey puis par la route communale à l'Ouest du site.
--------------	---

#### 6.7. IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT NATUREL ET CULTUREL

Le secteur d'implantation du projet se trouve en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable, de site inscrit ou classé, de monument historique, de Z.N.I.E.F.F, de Z.I.C.O, de site Natura 2000, ...

##### **Nota zone humide :**

Les bassins de compensation du risque inondation au Nord et à l'Ouest du site seront également considérés comme des habitats de substitution aux zones humides mises en évidence sur le site lors du diagnostic naturaliste.

Rappel : lors de la visite du naturaliste, des zones humides d'origine artificielle ont été détectées, représentant une surface d'environ 1,6 ha.

Les bassins de compensation du risque inondation auront une surface d'environ 21 291 m<sup>2</sup>. Ils permettront de compenser ces zones humides artificielles (surface détruite : 1,6 ha et surface créée : 2,1 ha). Le détail des surfaces est présenté dans le tableau page suivante :





**PORTER A CONNAISSANCE**  
Projet d'extension du site GPA

Site de Livron-sur-Drôme

Bassin de compensation	Surface
Sud-Ouest	11 663 m <sup>2</sup>
Nord-Ouest	4 875,55 m <sup>2</sup>
Nord-Est	4 753 m <sup>2</sup>

*Données de la notice du permis de construire du 27 novembre 2016 corrigée*

Pour rappel, la surface des bassins de compensation dans le dossier d'avril 2017 était de 20 000 m<sup>2</sup>.

Les bassins de compensation sont présentés sur le plan de masse sous **pochette cartonnée**.

**Nota fouilles archéologiques :**

Depuis avril 2017, un fort potentiel archéologique a été identifié sur certaines parcelles de l'emprise.

Les surfaces suivantes seront laissées inoccupées sur le site afin de constituer les réserves foncières requises :

- Secteur A : surface de 10 370,51 m<sup>2</sup> qui peut être enrobée,
- Secteur B : surface de 10 320,55 m<sup>2</sup> qui doit être laissée inoccupée.

Pour rappel, ces surfaces sont présentées sur le **document n°2**.

**BILAN**

Les modifications n'engendreront pas d'évolution de l'impact sur le milieu naturel et culturel.

## **6.8. INTEGRATION DANS LE PAYSAGE**

Les modifications ne modifieront pas l'impact visuel du projet déposé en avril 2017.

En effet, il n'y aura pas de constructions autres que le bassin de compensation du risque inondation sur les nouvelles parcelles intégrées au projet.

A noter que les bassins autour du site seront bordés de strates végétalisées successives conformément à l'Art. 2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2017 : espaces verts, haie vive, arbres de haute tige. Cela augmentera l'impression de recul des limites foncières et bloquera la visibilité des installations depuis les environs. Ces bassins constitueront d'autre part des habitats de substitution et feront l'objet d'un plan de gestion conformément à l'Art. 2.3.3 de l'arrêté du 12 septembre 2017.

Les panneaux photovoltaïques supprimés sur le parc occasion seront compensés par ceux ajoutés sur la zone de déchargement et le parc Ouest. La hauteur au faîtage sera de 9,55 m.

La zone de stockage VHU sera étendue mais sans augmentation de la hauteur de stockage, ce qui n'augmentera pas la visibilité depuis l'A7 et les environs du site.

L'intégration paysagère du site est présentée sur les photographies suivantes :



*Vue de la pointe Sud*



*Vue du stockage extérieur des véhicules en racks surmontés de panneaux photovoltaïques depuis le croisement des routes communales au Sud-Ouest*



*Vue du parc d'occasion et des bureaux depuis la route nationale 7*



*Vue du magasin et des bureaux depuis la route nationale 7*

**BILAN**

Les modifications réalisées n'augmenteront pas l'impact visuel du projet et l'intégration paysagère restera conforme aux prescriptions de l'Art. 2.3 de l'arrêté du 12 septembre 2017.

#### 6.9. EVALUATION DES RISQUES SANITAIRES

**BILAN**

Le trafic routier, la gestion des eaux pluviales, des eaux vannes et des eaux industrielles restent inchangés par rapport au projet déposé en juillet 2016, le risque sanitaire n'est donc pas modifié.

#### 6.10. IMPACT SUR LE CLIMAT

L'installation de la centrale photovoltaïque permettra la production et l'injection d'électricité sur le réseau EDF, contribuant à améliorer l'impact de la plateforme sur le climat.

La puissance maximale de l'installation sera de 8 MWc.

La centrale photovoltaïque produira annuellement une énergie d'environ 10 125 MWh, ce qui équivaut à environ 233 tonnes équivalent carbone si cette énergie était produite par l'électricité issue des énergies primaires ( $10\,125\,000 \times 0,023 \text{ kgeqC/kWh}$ ). Sur une durée de vie de 30 ans, le projet permet d'éviter environ 6 986 tonnes d'équivalent  $\text{CO}_2$ .

D'après les données de l'ADEME, la fabrication d'une centrale photovoltaïque a un facteur d'émission  $\text{CO}_2$  variant de 0,015 à 0,060 kg  $\text{CO}_2 \text{ eq} / \text{kWh}$ , soit en moyenne 0,038 kg  $\text{CO}_2 / \text{kWh}$ . La fabrication de la centrale engendrera donc une émission de 385 t eq C, qui sera « compensée » au bout d'un an et 8 mois.

Pour rappel, les émissions de GES annuelles liées aux activités ont été évaluées comme suit dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de 2016 :



**PORTER A CONNAISSANCE**  
Projet d'extension du site GPA

Site de Livron-sur-Drôme

Nature du combustible	Consommation annuelle prévisionnelle	Facteur d'émission	Emission en équivalent carbone
Electricité	850 000 kWh	0,023 kg équivalent carbone par kWh	<b>19,55 t eq C</b>
Gasoil/Essence	90 000 l	0,87 kg équivalent carbone par litre	<b>78,3 t eq C</b>
GPL	2 400 l	0,43 kg équivalent carbone par litre	<b>1,03 t eq C</b>
<b>Total</b>			<b>98,9 t eq C</b>

<b>BILAN</b>	L'installation contribuera à la production d'énergie renouvelable et permettra de compenser les émissions annuelles de GES liées à l'exploitation de la plateforme, ainsi que d'économiser 134 tonnes équivalent carbone d'énergie produite par l'électricité issue des énergies primaires.
--------------	---

#### 6.11.ETUDE DES EFFETS TEMPORAIRES DE L'INSTALLATION (PHASE CHANTIER)

<b>BILAN</b>	Les effets temporaires en phase chantier restent identiques.
--------------	--



**PORTER A CONNAISSANCE**  
Projet d'extension du site GPA

Site de Livron-sur-Drôme

## ***MODIFICATIONS DES RISQUES INDUSTRIELS***





## 7. MODIFICATION DES RISQUES INDUSTRIELS SUITE AUX MODIFICATIONS APPORTEES AU PROJET

### 7.1. RISQUES LIÉS AUX INSTALLATIONS

#### 7.1.1. Risque incendie

Les potentiels calorifiques sont directement liés aux quantités de matières combustibles.

Pour rappel, les zones à risque incendie identifiées dans le dossier déposé en juillet 2016 sont les suivantes :

- les cellules de stockage de pièces détachées dans le bâtiment,
- l'aire de stockage des véhicules en racks,
- l'aire de stockage VHU en attente de démontage/dépollution et les véhicules GPL,
- le parc d'équipements agricoles, poids-lourds, véhicules hors gabarit.

**Seules les conditions des stockages localisés dans le bâtiment ont été modifiées : hauteur du bâtiment élevée à 15 m, mezzanine réhaussée à 7,5 m, nouvelle répartition des stockages.**

**Les autres zones à risques présenteront les mêmes risques que ceux présentés initialement dans le dossier déposé en avril 2017.**

Rappel : aucun flux ne sortirait des limites de propriété.

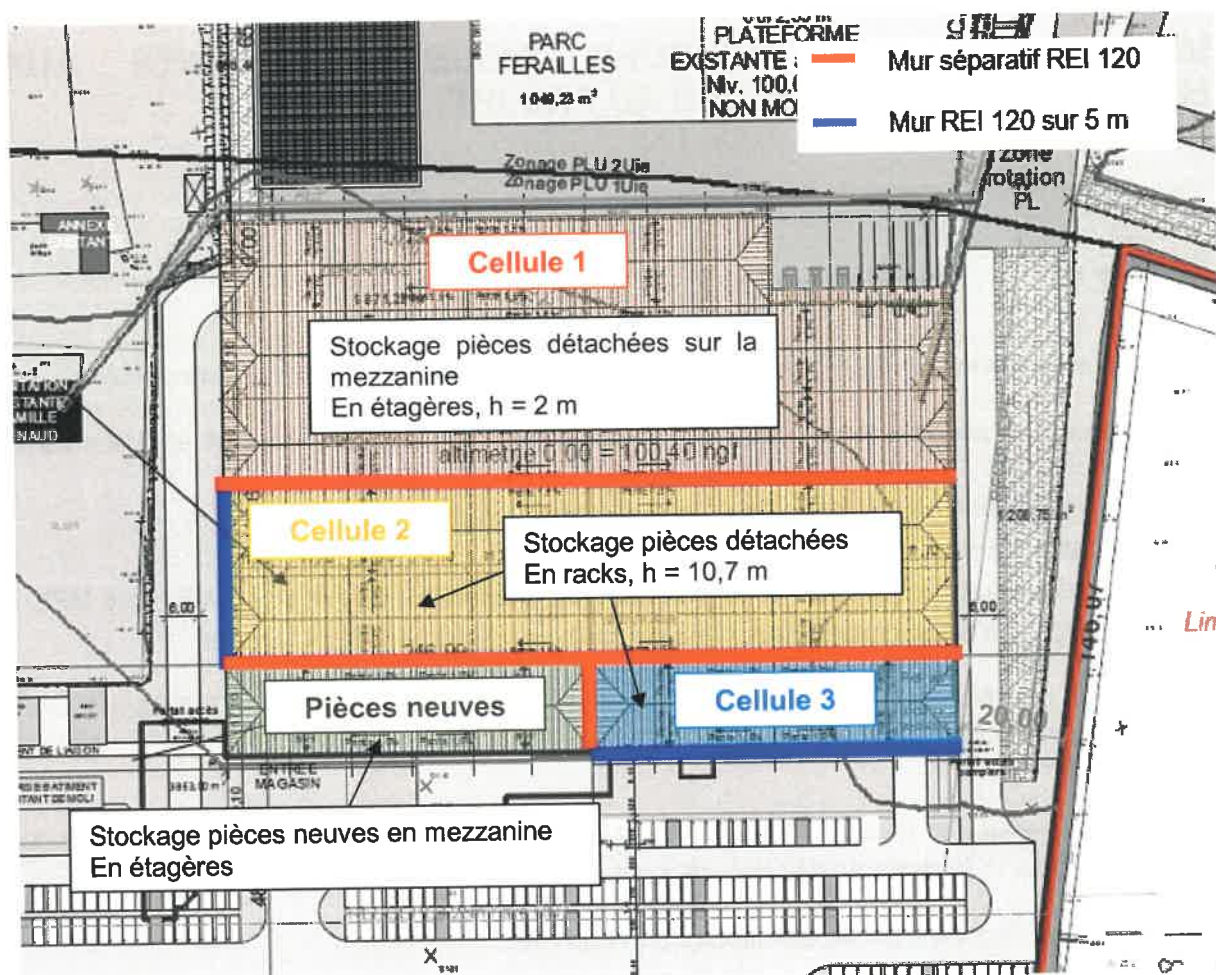
**Nota** : Le stockage VHU non dépollués a été étendu : suite aux échanges avec le SDIS (CR réunion du 26/02/2018 (**Annexe 6**), les îlots pourront être séparés les uns des autres par une distance de 8 m (équivalent au 10 m initialement prévus).

#### - Cellules de stockage de pièces détachées dans le bâtiment

Dans le projet présenté en avril 2017, le nouveau bâtiment comportait les cellules de stockage suivantes :

- pour le stockage des pièces détachées issues des VHU :
  - o stockage de type picking en mezzanine à 6 m au-dessus de l'atelier de dépollution/démontage (l'ensemble formant la cellule 1) – stockage en étagères de hauteur 2 m,
  - o cellules de stockage 2 et 3 – stockage en racks d'une hauteur de 10,7 m.
- pour le stockage de pièces détachées neuves, la zone en mezzanine à 6 m au-dessus de l'atelier d'entretien et du magasin qui étaient alors intégrés au projet de bâtiment – stockage en étagères.

La figure page suivante donne la répartition des stockages et des murs coupe-feu avant les modifications objet du présent dossier.



Ces stockages seront réorganisés de la manière suivante :

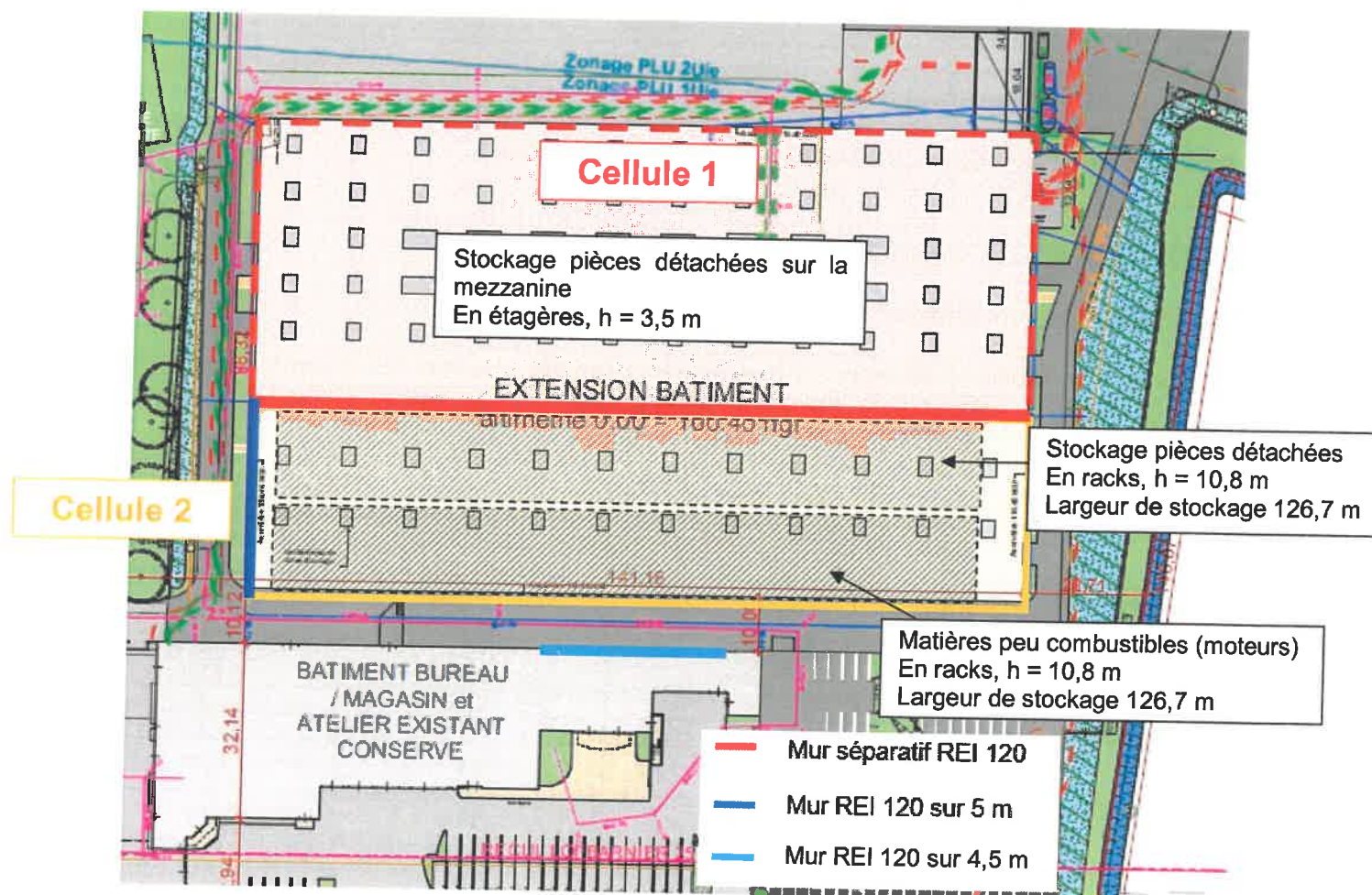
Cellule	Modifications	Produits stockés	Mode de stockage
Cellule 1 – atelier + mezzanine	Hauteur de stockage	Pièces détachées d'occasion	En étagères Hauteur 3,5 m Surface 6 571 m <sup>2</sup>
Cellule 2	Regroupe les anciennes cellules 2, 3 et le stockage pièces neuves en mezzanine Hauteur de stockage	Pièces détachées d'occasion et des pièces neuves de l'ancienne cellule 3 Matières peu combustibles (moteurs)	En racks Hauteur 10,8 m Surface 4 835 m <sup>2</sup>

La hauteur du bâtiment sera portée à 15 m et la mezzanine sera réhaussée de 6 m à 7,5 m.

Pour tenir compte de l'évolution des stockages, les murs coupe-feu seront aussi modifiés. Seuls le mur séparatif REI 120 entre les cellules 1 et 2 ainsi que le mur REI 120 sur 5 m au Sud de la cellule 2 du projet initial seront conservés.

Conformément à l'Art. 7.2.1.1 de l'arrêté du 12 septembre 2017, le nouveau bâtiment sera implanté à une distance de 10 m du local bureau/magasin déjà présent sur le site, pour empêcher les effets dominos avec la partie ERP. D'autre part, un mur REI 120 de 4,5 m de hauteur et 38 m de longueur sera ajouté en façade Ouest du bâtiment existant pour empêcher l'impact sur le magasin.

Le plan page suivante donne la nouvelle répartition des stockages dans le bâtiment.



Afin de déterminer si les effets d'un incendie au niveau de ces cellules modifiées sont susceptibles d'atteindre les limites de l'établissement, ce phénomène potentiellement dangereux a fait l'objet d'une nouvelle modélisation.

### Outil de modélisation utilisé

L'outil utilisé est FLUMILOG (interface graphique version 5.2.0.0 et outil de calcul version 5.2).

### Evaluation des conséquences

Les feuilles de calcul sont présentées en **Annexe 5**.



## DEFINITION DU SYSTEME

Les cellules concernées sont les cellules 1 et 2 du bâtiment, pour le stockage des pièces détachées neuves ou issues des VHU. Ce stockage se fait en racks sur plusieurs niveaux.

Pour les simulations, la cellule 2 sera divisée en deux parties correspondant au stockage des matières combustibles type 1510 et des matières peu combustibles (moteurs). Ces deux parties seront séparées par une paroi fictive de degré inférieur à 1 min.

## MODES DE DEFAILLANCES, SCENARIO MAJORANT

**Incendie d'une cellule suite à l'apparition d'un point chaud.**

## HYPOTHESES POUR LE CALCUL DU RAYONNEMENT THERMIQUE

Les hypothèses sont présentées dans le tableau suivant :

Concernant les produits stockés, les modélisations ont été réalisées en utilisant les palettes type FLUMILOG 1510, critère majorant étant donné que les pièces susceptibles d'être stockées sont des pièces automobiles détachées (pièces métalliques, ...).

		Cellule 2 – sous cellule « Palette type 1510 »	Cellule 2 – sous cellule « Matières peu combustibles »	Cellule 1 - Mezzanine Pièces détachées d'occasion
<b>Organisation des cellules</b>	Occupation des surfaces	Préparation 10,7% Rack 89,3 %	Préparation 22 % Rack 78 %	Rack 100 %
<b>Dimension des cellules</b>	Longueur (m)	140,4	140,4	140,4
	Largeur (m)	16,6	17,6	51,3
	Hauteur (m)	13,5	13,5	6
	Géométrie Complexe	/	/	/
<b>Toiture</b>	Résistance au feu des poutres R (min)	15	15	15
	Résistance au feu des pannes R (min)	15	15	15
	Type de couverture	Métallique multicouche	Métallique multicouche	Métallique multicouche
	Désenfumage	2 %	2 %	2 %
<b>Parois séparatives</b>	Façade concernée	Est et Ouest	Ouest	Est
	Matériaux parois	Ouest : béton armé / cellulaire Est : bardage simple peau	Bardage simple peau	Béton armé / cellulaire
	Résistance structure R	Ouest : 120 min Est : 1 min	1 min	120 min
	Etanchéité au gaz chaud E	Ouest : 120 min Est : 1 min	1 min	120 min
	Isolation thermique I			
	Résistance des fixations Y			
<b>Parois extérieures</b>	Matériaux parois	Façade Nord : Bardage double peau Façade Sud : Mur REI 120 sur 5 m puis bardage double peau	Façades Nord et Est : bardage double peau Façade Sud : Mur REI 120 sur 5 m puis bardage double peau	Bardage double peau
	Résistance structure R	Nord : 15 min Sud : 120 min sur 5 m	Ouest : 1 min Nord, Est : 15 min	15 min



		Cellule 2 – sous cellule « Palette type 1510 »	Cellule 2 – sous cellule « Matières peu combustibles »	Cellule 1 - Mezzanine Pièces détachées d'occasion
		puis 15 min sur 7 m	Sud : 120 min sur 5 m puis 15 min sur 7 m	
	Etanchéité au gaz chaud E	Nord : 1 min Sud : 120 min sur 5 m puis 1 min sur 7 m	Ouest, Nord, Est : 1 min Sud : 120 min sur 5 m puis 1 min sur 7 m	1 min
	Isolation thermique I	Nord : 1 min Sud : 120 min sur 5 m puis 1 min sur 7 m	Ouest, Nord, Est : 1 min Sud : 120 min sur 5 m puis 1 min sur 7 m	1 min
	Résistance des fixations Y	Nord : 1 min Sud : 120 min sur 5 m puis 1 min sur 7 m	Ouest, Nord, Est : 1 min Sud : 120 min sur 5 m puis 1 min sur 7 m	1 min
	Nombre de porte de quai (surface m²m)	Nord : 1 porte - 18 m² Sud : 1 porte - 2 m²	Nord : 1 porte - 18 m² Est : 1 porte - 18 m²	Aucune
<b>Organisation des stockages</b>	Caractéristiques stockages	Rack sur 5 niveaux Longueur stockage : 126,7 m Nbre doubles racks : 2 (2,9 m de large) Nbre simples rack : 2 (1,5 m de large) Largeur des allées : 2,4 m	Rack sur 11 niveaux Longueur stockage : 126,7 m Nbre doubles racks : 3 (1,2 m de large) Nbre simples rack : 2 (0,6 m de large) Largeur des allées : 3,1 m	Rack sur 2 niveaux Longueur stockage : 47,3 m Nbre doubles racks : 39 (1,8 m de large) Nbre simples racks : 2 (0,9 m de large) Largeur des allées : 1,7 m
	Longueur de préparation	9,4 m au Nord 4,3 m au Sud	9,4 m au Nord 4,3 m au Sud	2 m
	Dépôts latéraux	0,3 m	0,3 m	0,5 m
	Hauteur maximale de stockage (m)	10,8 m	10,8 m	3,5 m
	Hauteur du canton (m)	1 m	1 m	1 m
<b>Propriétés des palettes</b>	Longueur (m)	1,2	0,6	1,2
	Largeur (m)	0,8	0,8	0,8
	Hauteur (m)	1,5	0,8	1,5
	Nature des produits stockés	Palette type 1510	Palette Moteur	Palette type 1510
<b>Merlon</b>	Localisation	Façade Ouest du magasin		-
	Dimensions	38 m de longueur 4,5 m de hauteur		-
	Matériau	Mur REI 120		-
	Résistance structure R	120 min		-
	Etanchéité au gaz chaud E	120 min		-
	Isolation thermique I	120 min		-
	Résistance des fixations Y	120 min		-

Nota pour les zones d'entreposage de type picking à 7,5 m de hauteur :  
La simulation a été réalisée avec une hauteur de cible à - 5,70 m.

En effet, le stockage sera réalisé à partir de 7,5 m de hauteur au-dessus de l'atelier de dépollution/démontage (soit  $7,50 - 5,70 = 1,80$  m) pour le stockage des pièces détachées d'occasion. Cette hypothèse a pu être prise en compte car la structure porteuse du plancher sera R120 (structure béton).

## EVALUATION DES CONSEQUENCES

Les représentations cartographiques des effets thermiques sont présentées sur les documents n°6a et 6b pages suivantes.

Les fiches de calcul figurent en **Annexe 5**.

### Durée maximale de l'incendie dans les cellules :

Cellule 1 : 81 min

Cellule 2 – palette 1510 : 128 min

Cellule 2 – matières peu combustibles : 71 min

D'après l'outil Flumilog, il n'y aurait aucun effet domino avec les autres installations du site et les flux de 5 kW/m<sup>2</sup> seraient maintenus dans le périmètre du site.

Pour rappel, le nouveau bâtiment sera éloigné de 10 m du bureau/magasin déjà présent sur le site et un mur REI 120 de longueur 38 m et de hauteur 4,5 m sera ajouté en façade du magasin, pour empêcher les effets dominos avec la partie ERP.

Les flux thermiques seraient confinés sur le site.

### Notas :

- des locaux sociaux sont également prévus au centre du nouveau bâtiment, qui devraient être séparés des zones de stockages par des murs REI 120 conformément à l'Art. 7.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2017. Compte tenu du niveau de risque acceptable, une demande d'aménagement de ces prescriptions sera formulée pour ramener la résistance des murs à REI 60,
- pour permettre la mise en sécurité du personnel, les locaux seront aménagés de façon à ce qu'une issue de secours soit à moins de 75 m de tout point de la cellule de stockage. Pour la cellule de démantèlement, cette distance sera de 50 m.

<b>BILAN</b>	<p>Il n'y aurait aucun risque d'effet domino.</p> <p>Les flux thermiques seraient confinés sur site.</p> <p>Le niveau de gravité associé à l'incendie d'un flot est de 1.</p> <p>L'Art. 7.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2017 doit être mis à jour pour tenir compte de l'évolution des stockages. Une demande d'aménagement de certaines prescriptions de l'Art. 7.2.1.1 sera également formulée.</p>
--------------	---

### 7.1.2. Risque explosion

<b>BILAN</b>	Le nombre de véhicules GPL réceptionnés sur le site et les installations présentant des risques d'explosion demeurent identiques au projet déposé en avril 2017.
--------------	--

### 7.1.3. Risque toxique

<b>BILAN</b>	Les modifications n'entraîneront donc pas une augmentation du risque toxique par rapport au dossier d'avril 2017.
--------------	---

### 7.1.4. Risques liés aux produits chimiques

<b>BILAN</b>	Les quantités de produits chimiques stockés sur le site ne sont pas modifiées et le niveau de risque n'évolue pas par rapport au dossier d'avril 2017.
--------------	--

### 7.1.5. Risque de déversement accidentel

<b>BILAN</b>	Les risques de déversement accidentel sur le site sont identiques à ceux du projet déposé en avril 2017.
--------------	--

### 7.1.6. Risque lié aux installations photovoltaïques

Toutes les mesures de réduction des risques prévues dans les dossiers précédents seront mises en place aux lieux où les panneaux sont maintenus (parc occasions, parc VHU en attente d'expertise et zone de déchargement des véhicules).

<b>BILAN</b>	Les risques liés aux installations photovoltaïques restent maîtrisés. Les prescriptions de l'Art. 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2017 sont respectées.
--------------	--

## 7.2. RISQUES LIÉS À L'ENVIRONNEMENT HUMAIN

<b>BILAN</b>	Les risques liés à l'environnement humain restent inchangés.
--------------	--

## 7.3. RISQUES LIÉS À L'ENVIRONNEMENT NATUREL

<b>BILAN</b>	Les risques liés à l'environnement naturels restent inchangés.
--------------	--

## 8. MESURES DE PREVENTION ET DE PROTECTION

### 8.1. MESURES VISANT À LIMITER LES RISQUES ET LES EFFETS D'INCENDIE OU D'EXPLOSION

Les modifications n'entraînent pas de modification des risques engendrés par l'établissement.

Rappel : l'organisation des îlots de stockage en extérieur permet de prévenir la propagation d'un incendie d'un îlot à l'autre. Il a été opté pour la mise en place d'une distance de 8 m entre les îlots pour le passage des véhicules compte-tenu de l'absence d'effets dominos.

#### 8.1.1. Besoins en eau incendie

Les besoins en eau pour la lutte incendie ont été estimés par rapport aux cellules de stockage de pièces détachées présentes dans le bâtiment.

L'activité exercée sur le site a été considérée comme :

Fascicule Q : Industries des transports

n°	Désignation	Catégorie de risque	
		Activité	Stockage
01	Garages et ateliers de réparation d'automobiles	1	2

**Pour assurer une lutte efficace contre l'incendie et optimiser l'intervention des moyens de secours extérieurs, il est nécessaire, d'après la règle D9, de pouvoir fournir au minimum 540 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures, soit 1 080 m<sup>3</sup>.**

#### Notas :

- les besoins en eau pour les nouveaux îlots de stockage VHU en attente de dépollution/démontage sont tout de même présentés dans le tableau ci-dessous. Pour le calcul des besoins en eau, il a été considéré uniquement la surface d'un îlot de stockage, compte-tenu de l'absence d'effets domino,
- la hauteur de stockage maximale pour l'atelier de démontage + auvent est prise de façon maximaliste comme étant la somme des hauteurs en dessous et au-dessus de la mezzanine. En compensation, la catégorie de risque est assimilée à celle de la rubrique « Activité » plutôt que « Stockage », considérant que seule une partie de ces locaux est effectivement dédiée au stockage.

Critère	Ombrières photovoltaïques 4 200 m <sup>2</sup>	Parc équipements agricoles, véhicules hors gabarit 1 200 m <sup>2</sup>	Atelier démontage 6 571 m <sup>2</sup>	Cellule de stockage n°2 4 835 m <sup>2</sup>
Activités au regard de la zone	Zone couverte : entreposage de véhicules sur un seul niveau	Stockage	Stockage	Stockage
HAUTEUR DE STOCKAGE (1) - Jusqu'à 3 m - Jusqu'à 8 m - Jusqu'à 12 m - Au-delà de 12 m	0 +0,1 +0,2 +0,5	0 +0,1 +0,2 +0,5	0 +0,1 +0,2 +0,5	0 +0,1 +0,2 +0,5
TYPE DE CONSTRUCTION (2) - ossature stable au feu ≥ 1 heure - ossature stable au feu ≥ 30 minutes - ossature stable au feu < 30 minutes	-0,1 0 +0,1	-0,1 0 +0,1	-0,1 0 +0,1	-0,1 0 +0,1
TYPES D'INTERVENTIONS INTERNES - accueil 24H/24 (présence permanente à l'entrée) - DAI généralisée reportée 24H/24 7J/7 en télésurveillance ou au poste de secours 24 H/24 lorsqu'il existe, avec des consignes d'appels. - service de sécurité incendie 24h/24 avec moyens appropriés équipe de seconde intervention, en mesure d'intervenir 24h/24	-0,1 -0,1 -0,3	-0,1 -0,1 -0,3	-0,1 -0,1 -0,3	-0,1 -0,1 -0,3
1+ Somme des coefficients	1	1	1,2	1,2
Surface de référence (S en m <sup>2</sup> )	4 200	1 200	6 571	4 835
Qi = 30 x S/500 x (1+ Somme des Coef) (3)	252	72	473,1	348,1
Catégorie de risque (4) Risque 1 : Q1 = Qi x 1 Risque 2 : Q2 = Qi x 1,5 Risque 3 : Q3 = Qi x 2	Risque 2 378	Risque 2 108	Risque 1 473	Risque 2 522
Risque sprinklé (5) : (Q1, Q2 ou Q3) ÷ 2	/	/	/	/
DEBIT REQUIS (6) (7) (Q en m <sup>3</sup> /h)	390	120	480	540

**BILAN**

Les besoins en eau demeurent identiques à ceux des dossiers d'avril 2017 et juillet 2016, soit 540 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures.

### 8.1.2. Moyens mobilisables internes et externes

Dans le dossier déposé en juillet 2016, il avait été prévu la mise en place de 2 réserves incendie de 360 m<sup>3</sup> afin de compléter les besoins en eau.

En 2017, la répartition des réserves d'eau a été améliorée.

6 réserves d'eau incendie seront mises en place sur le site, réparties sur le site. Ces réserves d'eau incendie auront chacune une capacité utile de 120 m<sup>3</sup> et seront équipées d'une plateforme de pompage de 32 m<sup>2</sup> (8 m x 4 m).

Les nouvelles réserves d'eau seront implantées en dehors des flux thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup> et à moins de 5 m de la voie engin.



D'autre part, le réseau de défense incendie sur-pressé prévu sur le site est désormais modifié : la capacité de stockage passe de 360 m<sup>3</sup> à 240 m<sup>3</sup> d'eau. Le groupe moto-pompe de débit 180 m<sup>3</sup>/h et les poteaux privés de débit 60 m<sup>3</sup>/h sont conservés. Un poteau d'incendie supplémentaire de débit 60 m<sup>3</sup>/h va également être installé par la commune à proximité du site.

Depuis le dossier d'avril 2017, la position des réserves et des autres équipements a été modifiée (cf. **document n°3** et **plan de masse sous pochette**).

Les autres moyens de lutte contre l'incendie restent identiques aux dossiers précédents et conformes aux prescriptions de l'Art. 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2017 (lance incendie, RIA dans les cellules de stockage, extincteurs...).

Le compte-rendu de réunion du SDIS concernant les moyens de lutte incendie à disposition sur le site est disponible en **Annexe 6**.

<b>BILAN</b>	<p>Les moyens de lutte contre l'incendie prévus sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- six réserves incendie de 120 m<sup>3</sup> (volume total disponible en statique de 720 m<sup>3</sup>),</li><li>- réseau de défense incendie sur-pressé (capacité de stockage de 240 m<sup>3</sup>),</li><li>- poteau incendie communal (débit 60 m<sup>3</sup>/h, soit 120 m<sup>3</sup> sur deux heures),</li><li>- lance incendie, RIA dans les cellules de stockage, extincteurs.</li></ul> <p>1 080 m<sup>3</sup> d'eau seront ainsi disponibles sur le site, conformément aux dossiers de juillet 2016 et avril 2017.</p> <p>Une demande d'aménagement des prescriptions de l'Art. 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2017 sera formulée pour la cuve associée au réseau surpressé.</p>
--------------	--

### 8.1.3. Confinement des eaux d'extinction incendie

<b>BILAN</b>	<p>La gestion des eaux incendie ne sera pas modifiée. L'ensemble des eaux d'extinction incendie seront confinées sur le site, au droit des noues étanches de la gestion des eaux pluviales.</p>
--------------	---

Le confinement des eaux d'extinction incendie est assuré conformément aux prescriptions de l'Art. 7.5.8 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2017.

Comme indiqué dans le dossier déposé en juillet 2016, le site fonctionnera en 3 zones distinctes et dépendantes de la gestion des eaux pluviales (cf. **Annexe 2** et **document n°5**) :

- la zone de stockage extérieure des VHU : bassins versants n°1, 2, 3 et 5 de la gestion des eaux pluviales (le parc occasion s'ajoute à cette zone),
- la zone bâtiment principal et la plateforme centrale (parc VHU en attente de dépollution/démontage, parc ferraille, parc à bennes, ...) : bassins versants n°4 et 6 de la gestion des eaux pluviales,
- le parc équipements agricoles, PL, véhicules hors gabarit : anciennes Zones 5 et 6 de la gestion des eaux pluviales des dossiers de juillet 2016 et d'avril 2017.

Le volume de la capacité de rétention a été évalué à l'aide du document technique D9A 'Défense extérieure contre l'incendie et rétentions – guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinctions' édités par le CNPP (Centre National de Prévention et de Protection) en août 2004.

			Ombrières photovoltaïques	Bâtiment + Plateforme centrale	Parc équipements agricoles et véhicules hors gabarit
			Volume (m³)		
			Base besoin en eau extinction		
Besoins pour la lutte extérieure		Résultats D9 (besoins x 2 heures)	780 m³	1 080 m³	240 m³ *
Moyens de lutte intérieure contre l'incendie	Sprinklers	Volume total réserve eau sprinklage	/		/
	Rideau d'eau	Besoins x 90 min	/		/
	RIA	A négliger	/		/
	Mousse HF et MF	Débit x temps de noyage	/		/
	Brouillard d'eau	Débit x temps de fonctionnement	/		/
Volumes d'eau liés aux intempéries		10 l/m² de surface drainée vers la rétention base	440 m³ (surface 43 966 m²)	749 m³ (surface 74 912 m²)	188,1 m³ *
Stockages de liquides		20% du volume contenu dans le local contenant le plus grand volume	/	/	/
Volume total de liquide à mettre en rétention (m³)			1 220 m³	1 829 m³	440 m³

\* le parc équipements agricoles et véhicules hors gabarit n'ayant pas été modifié, les volumes sont repris des dossiers de juillet 2016 et avril 2017

Les surfaces imperméabilisées se raccordant à chaque bassin versant sont :

Bassin versant	Surfaces imperméabilisées	Zone de confinement des eaux incendie
Bassin versant 1	16 119,7 m²	Zone de stockage extérieure des VHU Surface imperméabilisée totale : environ 74 912 m²
Bassin versant 2	16 842,7 m²	
Bassin versant 3	17 307,75 m²	
Bassin versant 5	24 641,35 m²	
Bassin versant 4	34 390,15 m²	Plateforme centrale et bâtiment Surface imperméabilisée totale : environ 43 966 m²
Bassin versant 6	9 576,63 m²	
Plateforme 5 des dossiers précédents	9 750 m²	Parc équipements agricoles et véhicules hors gabarit Surface imperméabilisée totale 18 810 m²
Plateforme 6 des dossiers précédents	9 060 m²	

Le volume d'eau à confiner sera donc :

- de **1 220 m<sup>3</sup>** au minimum pour l'aire de stockage extérieure des véhicules,
- de **1 829 m<sup>3</sup>** au minimum pour le bâtiment et la plateforme centrale,
- de **440 m<sup>3</sup>** au minimum pour le parc équipements agricoles et véhicules hors gabarit.

Les eaux incendie seront confinées au droit des noues/bassins étanches mis en place dans le cadre de la gestion des eaux pluviales.

Leur étanchéité est assurée par la présence d'argile ayant une perméabilité de  $10^{-7}$  m/s.

Nota : le volume de compensation des surfaces imperméabilisées calculé pour une pluie de 20 ans, n'est pas cumuler aux volumes des eaux incendie à confiner.

Les volumes de rétention disponibles au niveau des bassins de gestion des eaux pluviales sont présentés dans le tableau suivant :

Zone	Volume des bassins/noues de gestion des eaux pluviales	Volume des eaux incendie à confiner	Conformité
Aire de stockage extérieure des véhicules (Parc VHU)	$1\ 303 + 1\ 265 + 936 + 900 + 220 = 4\ 624\ \text{m}^3$	1 220 m <sup>3</sup>	Volume disponible suffisant
Parc équipements agricoles et véhicules hors gabarit	$455 + 430 = 885\ \text{m}^3$	440 m <sup>3</sup>	Volume disponible suffisant
Bâtiment + plateforme centrale	$1\ 950 + 700 = 2\ 650\ \text{m}^3$	1 829 m <sup>3</sup>	Volume disponible suffisant

Des vannes de confinement manuelles seront mises en place en sortie des noues/bassins étanches pour éviter tout rejet dans le milieu naturel.

A noter que les dispositifs d'obturation qui seront en place sur les réseaux d'eaux pluviales afin de confiner les eaux d'extinction sur le site seront maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance.

<b>BILAN</b>	Les bassins prévus sont suffisants pour confiner l'ensemble des eaux incendie.
--------------	--

## 8.2. MESURES VISANT A LIMITER LES EFFETS DES RISQUES NATURELS ET HUMAINS

### 8.2.1. Protection contre le risque inondation

Rappel : la zone d'étude est concernée par les risques d'inondation des « Ruisseaux Nord ». Elle est localisée en zone inondable par des aléas moyens et forts en cas de crue centennale.

**L'extension et le réaménagement du site ne devront pas :**

- générer de risque de pollution et d'entraînement de véhicules,
- aggraver le risque inondation notamment pour les terrains environnants.

Pour limiter ce risque et conformément à l'Art. 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2017, les installations suivantes sont situées au minimum à la côte de la crue centennale, soit 100,00 m NGF (niveau du bas de la roue) :

- aire de stockage Nord,
- parc de véhicules d'occasion et parc VHU non dépollués en attente de démontage,
- stockages des véhicules.

Conformément à ce qui avait été indiqué dans le dossier modificatif de juillet 2016, l'ensemble des volumes de remblais sera compensé à 100 %.

La compensation à l'inondabilité est présentée dans la note hydraulique en **Annexe 2**.

A noter que les volumes de compensation des surfaces imperméabilisées et les volumes de compensation des remblais en zone inondable ne peuvent être couplés, ils doivent être additionnés. Dans les faits, ces deux volumes sont compensés par des bassins séparés.

Suite aux modifications et aux modélisations réalisées (cf. **Annexe 2**), l'emprise des différents bassins versants et du bâtiment sur la zone inondable de période de retour 100 ans **entraîne un remblai de 18 031 m<sup>3</sup>. Le volume de remblai a été diminué d'environ 9,8 % depuis le dossier précédent (volume avril 2017 : 20 000 m<sup>3</sup>).**

Pour compenser ce volume de remblais, contrairement au dossier présenté en avril 2017, **trois bassins de compensation vont être utilisés :**

- **le bassin prévu en 2017 au Sud-Ouest du site, d'un volume de 11 787 m<sup>3</sup>,**
- **le bassin existant au Nord-Est du site, d'un volume de 3 000 m<sup>3</sup>,**
- **le nouveau bassin au Nord-Ouest du site, d'un volume de 3 244 m<sup>3</sup>.**

**Nota :** la côte de la base des bassins sera de 98,4 m NGF afin de ne pas terrasser dans la nappe présente à faible profondeur.

<b>BILAN</b>	<p>Le volume de compensation total disponible sera de 18 031 m<sup>3</sup>, ce qui permettra de compenser à 100 % le volume remblayé par le projet, de 18 031 m<sup>3</sup>.</p> <p>Le volume de compensation mentionné à l'Art. 7.2.5 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2017 doit être mis à jour.</p>
--------------	---

### 8.2.1. Actes de malveillance

<b>BILAN</b>	Il n'y aura aucune modification du niveau de risque
--------------	---

### **8.3. MESURES VISANT À LIMITER LES RISQUES ET LES EFFETS D'UN DÉVERSEMENT ACCIDENTEL**

**BILAN**

Les mesures visant à limiter les risques et les effets d'un déversement accidentel sont identiques à celles prévues dans les dossiers de juillet 2016 et avril 2017.

### **8.4. MESURES VISANT À LIMITER LES RISQUES LIES A L'ACTIVITÉ VHU**

**BILAN**

Les mesures visant à limiter les risques liés à l'activité VHU sont identiques à celles prévues dans les dossiers précédents.

### **8.5. MESURES VISANT À LIMITER LES RISQUES LIES AUX PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES**

Toutes les mesures de réduction des risques prévues dans les dossiers précédents seront mises en place aux lieux où les panneaux sont maintenus (parc occasion, parc VHU en attente d'expertise et zone de déchargement).

**BILAN**

Les risques liés aux installations photovoltaïques restent maîtrisés.

Les prescriptions de l'Art. 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2017 sont respectées.

### **8.6. MESURES VISANT À LIMITER LES RISQUES LIES AUX INSTALLATIONS ANNEXES**

**BILAN**

Les mesures visant à limiter les risques liés aux installations annexes sont identiques à celles prévues dans les dossiers précédents.





***DEMANDE D'AMENAGEMENT DE  
CERTAINES DES PRESCRIPTIONS DE  
L'ARRETE PREFECTORAL N°2017255-0001  
DU 12 SEPTEMBRE 2017***

Les principales modifications souhaitées par GPA sur l'arrêté préfectoral n°2017255-0001 du 12 septembre 2017 sont présentées dans ce chapitre.



## **9. MODIFICATIONS A INTEGRER A L'ARRETE PREFECTORAL**

### **9.1. ARTICLES A METTRE A JOUR**

Suite aux modifications du projet, les articles suivants de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2018 doivent être mis à jour :

- 1.2.1 – liste des parcelles
- 1.2.2 – classement ICPE
- 1.5. – Garanties financières
- 5.1.9.1 – Surface VHU
- 5.1.11 – surface pièces détachées
- 7.2.1.1 – bâtiments et locaux
- 7.5.8 – confinement des eaux d'incendie

### **9.2. DEMANDES D'AMENAGEMENT**

En plus de ces mises à jour, GPA souhaite demander la modification des prescriptions réglementaires présentées aux pages suivantes.



**Adaptation souhaitée n°1 :**  
**Réduire la distance minimale entre les îlots au niveau des stockages VHU de 10 m à 8 m.**

**Rappel de l'exigence réglementaire : Arrêté préfectoral n°2017255-0001 du 12 septembre 2017**

Extrait - Art. 7.2.1.2 – Dispositions constructives – Stockage des véhicules sur plusieurs niveaux.

**Article 7.2.1.2. Stockage des véhicules sur plusieurs niveaux**

L'ensemble de la structure sera métallique (aucune stabilité au feu).

Les îlots de stockage sont surmontés par un complexe toiture (bardage métallique) et panneaux photovoltaïques Broof T3.

L'organisation des îlots doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'un îlot à l'autre. Une allée de 10 m est maintenue entre les îlots de stockage.

Les îlots auront une superficie inférieure à 3 000 m<sup>2</sup> :

Le sol est imperméable et munis de rétention.

Les cellules de stockage, et les îlots extérieurs de stockage de véhicules sont divisés en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 m<sup>2</sup> et d'une longueur maximale de 60 m.

Les écrans de cantonnement sont constitués soit par des éléments de la structure (couverture, poutre, murs), soit par des écrans fixes, rigides ou flexibles, ou enfin par des écrans mobiles asservis à la détection incendie.

Les écrans de cantonnement seront DH 30, en référence à la norme NF EN 12 101-1, version juin 2006 et aura une hauteur minimale de 1 m.

Les fumées sont évacuées par les façades non fermées (champs libre pour l'évacuation des fumées).

**Demande d'aménagement :**

GPA demande l'aménagement des prescriptions de l'Art. 7.2.1 concernant la largeur des allées entre les îlots de stockage, qui peut être ramenée de 10 m à 8 m.

En effet, les simulations de flux thermiques des dossiers de juillet 2016 et avril 2017 indiquent qu'il n'y a pas de risque de transmission de l'incendie d'un îlot aux îlots voisins. D'autre part, le SDIS est informé et approuve cette distance (cf. compte-rendu de réunion du SDIS concernant les moyens de lutte incendie à disposition sur le site, disponible en **Annexe 6**).



**Adaptation souhaitée n°2 :**

**Remplacer la cuve de 360 m<sup>3</sup> prévue à l'Art. 7.3.1 de l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2017 par une cuve de 240 m<sup>3</sup>.**

**Rappel de l'exigence réglementaire : Arrêté préfectoral n°2017255-0001 du 12 septembre 2017**

Extrait - Art. 7.3.1 – Moyens de lutte contre un incendie – Ressources en eau.

**ARTICLE 7.3.1. RESSOURCES EN EAU**

Le site disposera d'un réseau maillé et sectionnable de poteaux incendie répartis autour du stockage des véhicules, du bâtiment principal, du parc ferraille et des véhicules brûlés.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont répartis de la manière suivante :

- une cuve de 370 m<sup>3</sup> et un groupe moto-pompe de 180 m<sup>3</sup>/h dont le débit est réparti à minima sur trois poteaux de 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar minimum de pression (< 8 bars) ;
- un volume statique disponible de 720 m<sup>3</sup> (6 réserves d'eau incendie, réparties sur le site selon le plan de masse du dossier « ADAPTATION DU PROJET D'EXTENSION DU CENTRE DE DEPOLLUTION, DE DECONSTRUCTION ET DE RECYCLAGE AUTOMOBILE - Dossier modificatif déposé le 29 juillet 2016 et soumis à enquête publique du 21/11/16 au 23/12/16) - version 1 – 04/2017 ;
- une réserve de 10 m<sup>3</sup> disponible pour l'équipe de première intervention.

Soit un total disponible de 1 090 m<sup>3</sup>.

Les réserves d'eau et les poteaux incendie sont situés en dehors des flux thermiques supérieurs à 5 kW/m<sup>2</sup> et à moins de 5 m de la voie engin.

**Demande d'aménagement :**

GPA demande l'aménagement des prescriptions de l'Art. 7.3.1 concernant les ressources en eau disponibles pour lutter contre le risque incendie.

En effet, l'implantation d'un nouveau poteau incendie est prévu par la commune au niveau de la zone de chargement des véhicules, d'un débit de 60 m<sup>3</sup>/h (volume disponible sur deux heures de 120 m<sup>3</sup>), le volume de cette cuve peut être ramené de 360 m<sup>3</sup> à 240 m<sup>3</sup>.



